

Communiqué

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

COGECO COMMUNICATIONS PUBLIE SES RÉSULTATS FINANCIERS DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2021

- Les produits ont augmenté de 8,2 % (9,8 % selon un taux de change constant⁽¹⁾) par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour atteindre 634,5 millions \$.
- Le BAIIA ajusté⁽¹⁾ s'est établi à 307,0 millions \$, une hausse de 10,7 % (12,2 % selon un taux de change constant).
- Les flux de trésorerie disponibles⁽¹⁾ se sont établis à 142,8 millions \$, une hausse de 14,2 % (14,6 % selon un taux de change constant).
- Cogeco Communications a annoncé l'accélération de l'expansion de son réseau Internet haute vitesse au Québec en collaboration avec les gouvernements provincial et fédéral.
- Cogeco Communications a conclu l'acquisition de DERYtelecom, le troisième câblodistributeur en importance de la province de Québec.
- Un dividende déterminé trimestriel de 0,64 \$ a été déclaré.

Montréal, le 13 avril 2021 – Cogeco Communications inc. (TSX : CCA) (« Cogeco Communications » ou la « Société ») a annoncé aujourd'hui ses résultats financiers du deuxième trimestre clos le 28 février 2021, conformément aux Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »).

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2021 :

- Les produits ont augmenté de 8,2 % pour atteindre 634,5 millions \$. Sur la base d'un taux de change constant, les produits ont augmenté de 9,8 %, essentiellement en raison des facteurs expliqués ci-dessous :
 - les produits tirés des Services à large bande canadiens ont augmenté de 10,1 % en raison de l'acquisition de DERYtelecom conclue le 14 décembre 2020, de l'impact cumulatif de la demande soutenue pour les services Internet à haute vitesse résidentiels depuis le début de la pandémie et des hausses tarifaires entrées en vigueur pour certains services, facteurs contrebalancés en partie par la diminution du nombre de clients du service de vidéo. Compte non tenu de l'acquisition de DERYtelecom, les produits ont augmenté de 2,9 % selon un taux de change constant.

(1) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, et pour un rapprochement avec les mesures financières les plus comparables conformes aux normes IFRS, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS » de ce communiqué de presse.

- les produits des Services à large bande américains ont augmenté de 9,5 % selon un taux de change constant en raison principalement du nombre plus élevé de clients du service Internet, ainsi que des hausses tarifaires entrées en vigueur pour certains services et de l'incidence de l'acquisition de Thames Valley Communications conclue le 10 mars 2020. Compte non tenu de l'acquisition de Thames Valley Communications, les produits ont augmenté de 8,0 % selon un taux de change constant.
- Le BAIIA ajusté a augmenté de 10,7 % pour s'établir à 307,0 millions \$. Sur la base d'un taux de change constant, le BAIIA ajusté a augmenté de 12,2 %, en raison essentiellement des facteurs suivants :
 - une hausse de 11,2 % du BAIIA ajusté des Services à large bande canadiens selon un taux de change constant, essentiellement en raison de la croissance des produits et de l'incidence de l'acquisition de DERYtelecom. Compte non tenu de l'acquisition de DERYtelecom, le BAIIA ajusté a augmenté de 4,7 % selon un taux de change constant.
 - une hausse de 12,4 % du BAIIA ajusté des Services à large bande américains selon un taux de change constant, essentiellement en raison de la croissance des produits et de l'incidence de l'acquisition de Thames Valley Communications. Compte non tenu de l'acquisition de Thames Valley Communications, le BAIIA ajusté a augmenté de 11,0 % selon un taux de change constant.
- Le bénéfice de la période s'est chiffré à 110,6 millions \$, dont une tranche de 102,9 millions \$, ou 2,16 \$ par action, était attribuable aux propriétaires de la Société, contre 114,0 millions \$ et une tranche de 109,4 millions \$, ou 2,24 \$ par action, pour la période correspondante de l'exercice 2020. La diminution tient principalement à la hausse des charges financières qui découle essentiellement d'un profit sans effet sur la trésorerie lié à une modification de la dette de 22,9 millions \$ comptabilisé au deuxième trimestre de l'exercice 2020, ainsi que de l'augmentation de la charge d'impôts, facteurs contrebalancés en partie par une hausse du BAIIA ajusté.
- Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 14,2 % pour s'établir à 142,8 millions \$. Sur la base d'un taux de change constant, les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 14,6 %, en raison de l'augmentation du BAIIA ajusté, facteur contrebalancé en partie par une hausse des impôts exigibles.
- Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation se sont chiffrés à 231,2 millions \$, soit un montant comparable à celui de la période correspondante de l'exercice précédent.
- Le 14 décembre 2020, Cogeco Connexion a conclu l'acquisition de DERYtelecom, le troisième câblodistributeur en importance au Québec, pour un prix d'achat de 403 millions \$, sous réserve des ajustements postérieurs à la clôture habituels.
- Au cours de sa réunion du 13 avril 2021, le conseil d'administration de Cogeco Communications a déclaré un dividende déterminé trimestriel de 0,64 \$ par action, comparativement à un dividende de 0,58 \$ par action au cours du trimestre correspondant de l'exercice 2020.

« Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2021, nous sommes satisfaits de la performance globale de Cogeco Communications qui comprend une croissance soutenue des produits et du BAIIA ajusté », a déclaré M. Philippe Jetté, président et chef de la direction de Cogeco Communications inc.

« Dans notre secteur des Services à large bande canadiens, nous avons constaté une croissance du nombre de clients alors que plusieurs d'entre eux ont choisi de s'abonner à une combinaison de services ou d'améliorer leurs forfaits existants, mettant en évidence l'importance de notre produit à large bande fixe dans le contexte actuel », a déclaré M. Jetté. « L'équipe de Cogeco Connexion a également travaillé d'arrache-pied pour assurer l'intégration de DERYtelecom et pour préparer l'annonce de l'expansion du réseau Internet haute vitesse dans 13 régions du Québec en collaboration avec le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec. Ce soutien financier offert par le gouvernement constitue une excellente nouvelle, et nous continuons ainsi de soutenir nos communautés et de contribuer à la vitalité économique des régions. »

« En ce qui a trait à Atlantic Broadband, la croissance du nombre de clients a été marquée, ce qui souligne notre stratégie axée avant tout sur les services à large bande qui se manifeste par l'offre de services gérés de WiFi de premier ordre et d'une tarification quotidienne transparente », a ajouté M. Jetté.

« Nous avons également reçu d'importantes marques de reconnaissance au cours du dernier trimestre visant à souligner nos efforts soutenus en matière de responsabilité sociale d'entreprise et relativement à nos objectifs environnementaux, sociaux et de gouvernance d'entreprise, alors que nous avons été nommés parmi les 100 sociétés les plus durables à l'échelle mondiale par Corporate Knights pour la deuxième année consécutive et que nos nouvelles cibles ambitieuses de réduction des émissions ont été approuvées par la Science Based Targets Initiative », a conclu M. Jetté.

PANDÉMIE DE COVID-19

La pandémie de COVID-19 a continué à avoir une incidence sur nos activités quotidiennes. Notre priorité demeure d'assurer le bien-être de nos employés, de nos clients et de nos partenaires d'affaires. Au cours du premier semestre de l'exercice 2021, les tendances observées au cours des derniers trimestres se sont maintenues. Ces facteurs sont principalement liés à la demande soutenue à l'égard de notre service Internet haute vitesse résidentiel, étant donné que les clients passent plus de temps à la maison pour le travail, pour l'éducation en ligne et pour le divertissement, ainsi qu'à la réduction de certaines charges en raison d'une clientèle plus stable (moins de connexions et de déconnexions) et à l'impossibilité d'utiliser l'ensemble des circuits de vente habituels. En ces circonstances inhabituelles, nous avons également décidé de reporter certaines charges de vente et certains coûts de marketing au second semestre de l'exercice dans les deux pays. Nous nous attendons à ce que la tendance actuelle du travail à domicile se poursuive après la pandémie de COVID-19, où un plus grand nombre de personnes travailleront depuis la maison qu'avant la pandémie, que ce soit périodiquement ou à temps plein. Bien que nous sommes satisfaits des résultats financiers à ce jour compte tenu des circonstances, nous continuons de gérer la situation avec prudence, puisque des incertitudes subsistent quant aux éventuelles répercussions de la pandémie sur les aspects humain, opérationnel et financier. Les résultats de la Société annoncés dans les présentes pourraient ne pas être représentatifs des tendances opérationnelles et de la performance financière futures.

AU SUJET DE COGECO COMMUNICATIONS

Cogeco Communications inc. est une société de communications. Elle est le 8^e câblodistributeur en importance en Amérique du Nord. Au Canada, elle exerce ses activités sous le nom Cogeco Connexion au Québec et en Ontario, et sur la côte Est des États-Unis, sous la marque Atlantic Broadband (dans 11 États, du Maine jusqu'en Floride). Cogeco Communications inc. fournit aux clientèles résidentielle et d'affaires des services Internet, de vidéo et de téléphonie au moyen de ses réseaux de fibres bidirectionnels à large bande. Les actions subalternes à droit de vote de Cogeco Communications inc. sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX : CCA).

- 30 -

Renseignements :

Investisseurs

Patrice Ouimet
Premier vice-président et chef de la direction financière
Cogeco Communications inc.
Tél. : 514 764-4700
patrice.ouimet@cogeco.com

Médias

Marie-Hélène Labrie
Première vice-présidente et chef des affaires publiques, des communications et de la stratégie
Cogeco Communications inc.
Tél. : 514 764-4700
marie-helene.labrie@cogeco.com

Conférence téléphonique :

Mercredi 14 avril 2021 à 11 h (heure avancée de l'Est)

Une webdiffusion en direct sera disponible sur le site Web de Cogeco Communications à l'adresse <https://corpo.cogeco.com/cca/fr/investisseurs/relations-avec-les-investisseurs/>. Cette webdiffusion sera disponible sur le site Web de Cogeco Communications pour une période de trois mois. Les membres de la communauté financière pourront accéder à la conférence téléphonique et soumettre des questions. Les représentants des médias sont invités à y assister à titre d'auditeurs seulement.

Prière d'appeler de cinq à dix minutes avant le début de la conférence en utilisant l'une des liaisons téléphoniques suivantes :

Numéro d'accès pour le Canada et les États-Unis : **1 877 291-4570**
Numéro d'accès international : **1 647 788-4919**

Pour se joindre à la conférence, les participants n'ont qu'à mentionner le nom de la société qui organise la conférence au téléphoniste, soit Cogeco inc. ou Cogeco Communications inc.



RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

Trimestre et semestre clos le 28 février 2021

FAITS SAILLANTS

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les données par action)	Trimestres clos les					Semestres clos les				
	28 février 2021	29 février 2020	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽¹⁾⁽²⁾	Incidence du taux de change ⁽¹⁾	28 février 2021	29 février 2020	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽¹⁾⁽²⁾	Incidence du taux de change ⁽¹⁾
	\$	\$	%	%	\$	\$	\$	%	%	\$
Opérations										
Produits	634 548	586 467	8,2	9,8	(9 597)	1 253 461	1 173 294	6,8	7,8	(10 768)
BAlIA ajusté ⁽²⁾	306 994	277 372	10,7	12,2	(4 192)	618 087	559 477	10,5	11,3	(4 702)
Marge du BAlIA ajusté ⁽²⁾	48,4 %	47,3 %				49,3 %	47,7 %			
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition ⁽³⁾	2 330	5 458	(57,3)			3 545	5 519	(35,8)		
Bénéfice de la période	110 559	114 011	(3,0)			225 455	203 719	10,7		
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	102 936	109 391	(5,9)			209 615	193 569	8,3		
Flux de trésorerie										
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	231 166	231 653	(0,2)			472 891	380 845	24,2		
Acquisitions d'immobilisations corporelles ⁽⁴⁾	115 214	110 840	3,9	6,4	(2 703)	231 436	232 142	(0,3)	1,0	(3 094)
Flux de trésorerie disponibles ⁽²⁾	142 768	125 062	14,2	14,6	(533)	283 384	227 906	24,3	24,6	(684)
Intensité du capital ⁽²⁾	18,2 %	18,9 %				18,5 %	19,8 %			
Situation financière⁽⁵⁾										
Trésorerie et équivalents de trésorerie						266 173	366 497	(27,4)		
Total de l'actif						7 020 926	6 804 197	3,2		
Endettement ⁽⁶⁾						3 267 308	3 179 926	2,7		
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société						2 371 200	2 268 246	4,5		
Données par action⁽⁷⁾										
Bénéfice par action										
De base	2,16	2,24	(3,6)			4,39	3,95	11,1		
Dilué	2,14	2,22	(3,6)			4,36	3,91	11,5		
Dividendes	0,64	0,58	10,3			1,28	1,16	10,3		

- (1) Les indicateurs de rendement clés présentés sur la base d'un taux de change constant sont obtenus en convertissant les résultats financiers des périodes considérées libellés en dollars américains aux taux de change des périodes correspondantes de l'exercice précédent. Pour le trimestre et le semestre clos le 29 février 2020, les taux de change moyens utilisés aux fins de la conversion étaient de 1,3182 \$ CA pour 1 \$ US et de 1,3203 \$ CA pour 1 \$ US, respectivement.
- (2) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, y compris un rapprochement avec les mesures financières les plus comparables conformes aux normes IFRS, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS ».
- (3) Pour le trimestre et le semestre clos le 28 février 2021, les frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition découlaient surtout de l'acquisition et de l'intégration de DERYtelecom, dont l'acquisition a été conclue le 14 décembre 2020. Pour le trimestre et le semestre clos le 29 février 2020, les frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition découlaient surtout des changements organisationnels apportés à l'échelle de la Société, qui se sont traduits par une optimisation des coûts, ainsi que de l'acquisition et de l'intégration de Thames Valley Communications, dont l'acquisition a été conclue le 10 mars 2020.
- (4) Pour le trimestre et le semestre clos le 28 février 2021, les acquisitions d'immobilisations corporelles se sont chiffrées à 117,9 millions \$ et à 234,5 millions \$, respectivement, selon un taux de change constant.
- (5) Au 28 février 2021 et 31 août 2020.
- (6) L'endettement est défini comme le total de l'endettement bancaire et du capital de la dette à long terme.
- (7) Par action à droits de vote multiples et action subalterne à droit de vote.



RAPPORT DE GESTION

Trimestre et semestre clos le 28 février 2021

1. ÉNONCÉS DE NATURE PROSPECTIVE

Le présent rapport de gestion contient des énoncés qui pourraient être de nature prospective au sens des lois sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs représentent de l'information ayant trait aux perspectives et aux événements, aux affaires, aux activités, à la performance financière, à la situation financière ou aux résultats anticipés de Cogeco Communications inc. (« Cogeco Communications » ou la « Société ») et, dans certains cas, peuvent être introduits par des termes comme « pourrait », « sera », « devrait », « s'attendre », « planifier », « anticiper », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « prédire », « potentiel », « continuer », « prévoir », « assurer » ou d'autres expressions de même nature à l'égard de sujets qui ne constituent pas des faits historiques. De manière plus précise, les énoncés concernant les projections financières, les résultats d'exploitation et la performance économique futurs de la Société, ainsi que ses objectifs et stratégies, représentent des énoncés prospectifs. Ces énoncés sont fondés sur certains facteurs et hypothèses, y compris en ce qui a trait à la croissance prévue, aux résultats d'exploitation, au rendement ainsi qu'aux perspectives et aux occasions d'affaires que Cogeco Communications juge raisonnables au moment de les formuler. Se reporter plus particulièrement aux rubriques « Stratégies et objectifs de l'entreprise » et « Projections financières pour l'exercice 2021 » du rapport de gestion annuel 2020 de la Société et « Projections financières révisées pour l'exercice 2021 » du présent rapport de gestion pour prendre connaissance de certaines hypothèses clés relatives à l'économie, au marché et aux opérations que nous avons formulées dans le cadre de la préparation des énoncés prospectifs. Bien que la direction les considère comme raisonnables en fonction de l'information dont elle dispose au moment de les formuler, ces hypothèses pourraient se révéler inexactes. Les énoncés prospectifs sont aussi assujettis à certains facteurs, y compris les risques et incertitudes, qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des prévisions actuelles de Cogeco Communications. Ces facteurs comprennent certains risques, comme ceux liés à la concurrence, au commerce (y compris les perturbations potentielles dans notre chaîne d'approvisionnement), à la réglementation, aux crises et aux urgences en matière de santé publique, comme l'actuelle pandémie de COVID-19, à la technologie (y compris le risque lié à la cybersécurité), aux finances (y compris les variations des taux de change et des taux d'intérêt), à la conjoncture économique, aux menaces humaines ou naturelles qui pèsent sur notre réseau, sur nos infrastructures et sur nos systèmes, à l'acceptation sociale, au comportement éthique, à la propriété et aux litiges, et bon nombre de ces risques sont indépendants de la volonté de la Société. Pour de plus amples renseignements sur ces risques et incertitudes, la Société invite le lecteur à se reporter à la rubrique « Incertitudes et principaux facteurs de risque » du rapport de gestion annuel 2020 de la Société et du présent rapport de gestion. Ces facteurs n'ont pas pour objet de représenter une liste complète des facteurs qui pourraient avoir une incidence sur Cogeco Communications, et les événements et résultats futurs pourraient être bien différents de ce que la direction prévoit actuellement. La Société invite le lecteur à ne pas s'appuyer outre mesure sur les renseignements de nature prospective figurant dans le présent rapport de gestion, renseignements qui représentent les attentes de Cogeco Communications à la date du présent rapport de gestion (ou à la date à laquelle elles sont censées avoir été formulées), lesquels pourraient changer après cette date. Bien que la direction puisse décider de le faire, rien n'oblige la Société (et elle rejette expressément une telle obligation) à mettre à jour ni à modifier ces renseignements de nature prospective à tout moment, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs, sauf si la loi l'exige.

Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, sauf indication contraire. Ce rapport devrait être lu conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés et les notes annexes de la Société pour le trimestre et le semestre clos le 28 février 2021, préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »), et avec le rapport de gestion compris dans le rapport annuel de 2020 de la Société.

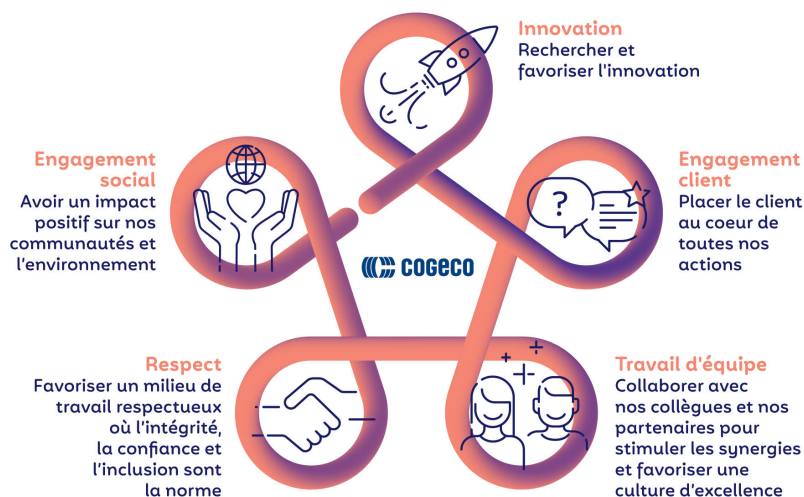
Dans le cadre de la préparation de ce rapport de gestion, la Société a tenu compte de l'information disponible jusqu'au 13 avril 2021, soit la date du présent rapport de gestion, à moins d'indication contraire. Des renseignements supplémentaires se rapportant à la Société, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle, sont disponibles sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, ou sur le site Web de la Société, à corpo.cogeco.com.

2. STRATÉGIES ET OBJECTIFS DE L'ENTREPRISE

Notre Mission

Rassembler les gens grâce à des expériences de communication et de divertissement remarquables

Nos valeurs communes



Notre Vision

Être l'organisation qui procure la meilleure valeur durable à ses parties prenantes

Cogeco réalisera cette vision en se concentrant sur les piliers de croissance suivants



Chaque unité d'affaires au sein de la Société a donc conçu un plan stratégique qui concorde avec les piliers de croissance définis ci-dessus. Pour plus de détails au sujet des grands points de ces plans stratégiques, se reporter au rapport annuel de 2020 de la Société, disponible à l'adresse www.sedar.com ou sur le site Web de la Société, à corpo.cogeco.com.

La Société mesure sa performance financière à l'égard de ces objectifs en surveillant ses produits, son BAIIA ajusté⁽¹⁾, ses flux de trésorerie disponibles⁽¹⁾ et l'intensité du capital⁽¹⁾, sur la base d'un taux de change constant⁽¹⁾.

2.1 INDICATEURS DE RENDEMENT CLÉS

Dans l'ensemble, les résultats financiers du deuxième trimestre de l'exercice 2021 ont été conformes aux projections financières révisées de Cogeco Communications publiées le 14 janvier 2021. Par conséquent, Cogeco Communications maintient ses projections financières révisées pour l'exercice 2021.

Pour obtenir plus de détails, se reporter à la rubrique « Projections financières révisées pour l'exercice 2021 ».

PRODUITS

Pour le premier semestre de l'exercice 2021, les produits ont augmenté de 6,8 % (7,8 % selon un taux de change constant), en raison des facteurs suivants :

- une croissance de 7,6 % (9,6 % selon un taux de change constant) du secteur des Services à large bande américains; et
- une augmentation de 6,2 % (6,2 % selon un taux de change constant) au sein du secteur des Services à large bande canadiens, principalement attribuable aux produits générés par l'acquisition de DERYtelecom conclue le 14 décembre 2020.

Compte non tenu des acquisitions de DERYtelecom et de Thames Valley Communications, les produits ont augmenté de 5,1 % selon un taux de change constant pour le premier semestre de l'exercice 2021.

Pour plus de détails sur les produits de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels ».

BAIIA AJUSTÉ⁽¹⁾

Pour le premier semestre de l'exercice 2021, le BAIIA ajusté a augmenté de 10,5 % (11,3 % selon un taux de change constant), en raison des facteurs suivants :

- une augmentation de 11,3 % (13,4 % selon un taux de change constant) au sein du secteur des Services à large bande américains, principalement attribuable à la croissance des produits et à l'incidence de l'acquisition de Thames Valley Communications, conjuguées au calendrier de certaines initiatives de ventes et de marketing reportées au second semestre de l'exercice; et
- une augmentation de 10,1 % (10,0 % selon un taux de change constant) au sein du secteur des Services à large bande canadiens qui découle principalement de la croissance des produits et de l'incidence de l'acquisition de DERYtelecom, conjuguées au calendrier de certaines initiatives de ventes et de marketing reportées au second semestre de l'exercice; facteurs partiellement contrebalancés par
- une hausse des charges corporatives.

Compte non tenu des acquisitions de DERYtelecom et de Thames Valley Communications, le BAIIA ajusté a augmenté de 8,7 % selon un taux de change constant pour le premier semestre de l'exercice 2021.

Pour plus de détails sur le BAIIA ajusté de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels ».

ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INTENSITÉ DU CAPITAL⁽¹⁾

Pour le premier semestre de l'exercice 2021, les acquisitions d'immobilisations corporelles sont demeurées comparables à celles de la période correspondante de l'exercice précédent, avec une diminution globale de 0,3 % (augmentation de 1,0 % selon un taux de change constant) en raison des facteurs suivants :

- l'augmentation des dépenses d'investissement dans le secteur des Services à large bande américains afin de soutenir la croissance des produits du secteur découlant de la demande accrue à l'égard du service Internet haute vitesse, conjuguée aux mises à niveau de l'équipement et au calendrier de certaines initiatives, ainsi qu'à l'accélération de l'achat de certains équipements dans le but d'éviter d'éventuelles perturbations de la chaîne d'approvisionnement compte tenu des répercussions de la pandémie de COVID-19; facteurs partiellement contrebalancés par
- la baisse des dépenses d'investissement dans le secteur des Services à large bande canadiens, en raison principalement du calendrier de certaines initiatives.

Pour le premier semestre de l'exercice 2021, le ratio d'intensité du capital a atteint 18,5 %, contre 19,8 % pour la période correspondante de l'exercice précédent, surtout en raison de la croissance des produits dans les secteurs des Services à large bande américains et canadiens.

Pour plus de détails sur les dépenses d'investissement de la Société, se reporter à la rubrique « Analyse des flux de trésorerie ».

(1) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS » du rapport de gestion.

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES⁽¹⁾

Pour le premier semestre de l'exercice 2021, les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 24,3 % (24,6 % selon un taux de change constant) principalement en raison des facteurs suivants :

- l'augmentation du BAIIA ajusté; et
- la diminution des charges financières, compte non tenu du profit sans effet sur la trésorerie lié à une modification de la dette de 22,9 millions \$ pour l'exercice 2020; partiellement contrebalancées par
- l'augmentation des impôts exigibles.

2.2 PROJECTIONS FINANCIÈRES RÉVISÉES POUR L'EXERCICE 2021

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2021, Cogeco Communications a révisé ses projections financières pour l'exercice 2021, publiées le 27 octobre 2020, pour tenir compte de l'incidence de l'acquisition de DERYtelecom, conclue le 14 décembre 2020, et des solides résultats financiers du premier trimestre de l'exercice 2021. Les projections financières excluent les acquisitions possibles et ne tiennent pas compte de l'incidence possible du processus de révision et de modification en cours devant le CRTC dans le cadre de l'établissement des tarifs définitifs des services Internet de gros groupés pour les revendeurs Internet. Les projections tiennent compte de l'expérience opérationnelle acquise durant la pandémie de COVID-19 jusqu'à aujourd'hui, mais excluent les possibles répercussions significatives inattendues de celle-ci.

Le tableau suivant compare les projections financières révisées sur une base consolidée pour l'exercice 2021 et les projections financières pour l'exercice 2021 publiées le 27 octobre 2020.

	14 janvier 2021	27 octobre 2020
	Projections révisées	Projections initiales
	Exercice 2021 (selon un taux de change constant) ⁽¹⁾	Exercice 2021 (selon un taux de change constant)
Projections financières		
Produits	Entre le milieu et le haut d'une fourchette de croissance à un chiffre ⁽²⁾	Au bas d'une fourchette de croissance à un chiffre
BAIIA ajusté	Entre le milieu et le haut d'une fourchette de croissance à un chiffre ⁽²⁾	Au bas d'une fourchette de croissance à un chiffre
Intensité du capital	Environ 20 %	Environ 20 %
Flux de trésorerie disponibles	Au bas d'une fourchette de croissance à deux chiffres ⁽³⁾	Au bas d'une fourchette de croissance à un chiffre

(1) Les projections financières pour l'exercice 2021 sont fondées sur un taux de change constant de 1,3456 \$ CA pour 1 \$ US.

(2) L'acquisition de DERYtelecom devrait avoir une incidence positive d'environ 3 % sur les produits et le BAIIA ajusté de l'exercice 2021.

(3) Le taux d'imposition effectif présumé pour les impôts exigibles est d'environ 11 %.

2.3 MISE À JOUR RELATIVE AUX RÉPERCUSSIONS DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 SUR LES ACTIVITÉS ET LES RÉSULTATS

La pandémie de COVID-19 a continué à avoir une incidence sur nos activités quotidiennes. Notre priorité demeure d'assurer le bien-être de nos employés, de nos clients et de nos partenaires d'affaires. Au cours du premier semestre de l'exercice 2021, les tendances observées au cours des derniers trimestres se sont maintenues. Ces facteurs sont principalement liés à la demande soutenue à l'égard de notre service Internet haute vitesse résidentiel, étant donné que les clients passent plus de temps à la maison pour le travail, pour l'éducation en ligne et pour le divertissement, ainsi qu'à la réduction de certaines charges en raison d'une clientèle plus stable (moins de connexions et de déconnexions) et à l'impossibilité d'utiliser l'ensemble des circuits de vente habituels. En ces circonstances inhabituelles, nous avons également décidé de reporter certaines charges de vente et certains coûts de marketing au second semestre de l'exercice dans les deux pays.

Nous nous attendons à ce que la tendance actuelle du travail à domicile se poursuive après la pandémie de COVID-19, où un plus grand nombre de personnes travailleront depuis la maison qu'avant la pandémie, que ce soit périodiquement ou à temps plein.

Bien que nous sommes satisfaits des résultats financiers à ce jour compte tenu des circonstances, nous continuons de gérer la situation avec prudence, puisque des incertitudes subsistent quant aux éventuelles répercussions de la pandémie sur les aspects humain, opérationnel et financier. Les résultats de la Société annoncés dans les présentes pourraient ne pas être représentatifs des tendances opérationnelles et de la performance financière futures. Pour obtenir plus de détails, se reporter à la rubrique « Projections financières révisées pour l'exercice 2021 ».

(1) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS » du rapport de gestion.

3. DÉVELOPPEMENTS DE L'ENTREPRISE

Enchères relatives au spectre de la bande de 3 500 MHz

Comme l'a annoncé le gouvernement du Canada, Cogeco Connexion a présenté une demande de participation aux enchères relatives au spectre de la bande de 3 500 MHz. Le 6 avril 2021, la Société a émis une lettre de crédit non garantie à l'intention d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada (« ISDE ») à titre de dépôt financier relativement aux prochaines enchères relatives au spectre de la bande de 3 500 MHz. En vertu des règles de participation des soumissionnaires publiées par l'ISDE, il est interdit à la Société de dévoiler le montant de sa lettre de crédit émise, car ce montant pourrait être interprété comme la manifestation des intentions de la Société en matière de soumission. Les enchères devraient commencer le 15 juin 2021.

Accélération de l'expansion du réseau Internet haute vitesse de Cogeco Connexion au Québec en collaboration avec les gouvernements provincial et fédéral

Le 22 mars 2021, Cogeco Communications a annoncé que Cogeco Connexion réalisera 13 projets d'expansion de son réseau Internet haute vitesse dans plusieurs régions du Québec, en collaboration avec les gouvernements provincial et fédéral. Ces projets d'infrastructure en régions représentent un investissement d'environ 240 millions \$, dont une tranche de 208 millions \$ proviendra des gouvernements provincial et fédéral, sous forme de subventions gouvernementales.

Au terme de la réalisation de ces projets, c'est plus de 54 000 foyers et entreprises qui seront connectés aux services Internet haute vitesse de Cogeco Connexion, dont 35 880 résidences principales identifiées par le gouvernement du Québec dans le cadre de l'Opération haute vitesse. Ces projets d'investissement dans l'infrastructure numérique devraient être achevés d'ici septembre 2022. Le 26 mars 2021, Cogeco Connexion a reçu une tranche de 187,5 millions \$ du montant des subventions gouvernementales prévues de 208 millions \$, qui servira à payer une partie des 13 projets d'expansion du réseau Internet haute vitesse. Le montant des subventions peut varier en fonction de l'étendue et des coûts réels des travaux de construction. Les projets sont également assujettis à des pénalités, sauf dans le cas d'événements indépendants de la volonté de Cogeco Connexion, s'ils sont achevés au-delà de septembre 2022.

Acquisition de DERYtelecom

Le 14 décembre 2020, Cogeco Connexion a conclu l'acquisition de DERYtelecom, le troisième câblodistributeur en importance au Québec, pour un prix d'achat de 403 millions \$, sous réserve des ajustements postérieurs à la clôture habituels. La transaction a été conclue essentiellement par l'achat d'actifs. Cette acquisition permet à Cogeco Connexion d'étendre ses activités dans plus de 200 municipalités du Québec et d'ajouter environ 100 000 clients. Le prix d'achat a été financé au moyen d'une combinaison de fonds en caisse et d'emprunts en vertu de la facilité à terme renouvelable de Cogeco Communications. Étant donné que la transaction a été conclue essentiellement par l'achat d'actifs, Cogeco Connexion prévoit réaliser des avantages fiscaux d'une valeur actualisée d'environ 40 millions \$. Ces avantages sont attribuables à l'amortissement fiscal des immobilisations corporelles et incorporelles qui, dans le cadre d'une transaction d'achat d'actifs, sont alignées sur la valeur de marché actuelle.

Décision sur l'établissement des tarifs des services Internet de gros rendue par le CRTC en 2019

Le 15 août 2019, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (le « CRTC ») a rendu une décision et a établi les nouveaux tarifs des services de gros groupés pour les revendeurs Internet, réduisant ainsi de façon significative les tarifs provisoires fixés précédemment en 2016, tout en autorisant l'application rétroactive des nouveaux tarifs. Le 13 septembre 2019, la Société a déposé, conjointement avec d'autres fournisseurs de services de télécommunications (les « fournisseurs de services de télécommunications »), une demande d'autorisation d'appel de la décision du CRTC auprès de la Cour d'appel fédérale (la « CAF ») et de suspendre ses effets dans l'attente d'une décision de la Cour au sujet de la demande d'appel. L'autorisation d'appel et la suspension interlocutoire de l'ordonnance du CRTC ont d'abord été accordées, mais la CAF a finalement rejeté l'appel et levé la suspension le 10 septembre 2020. Le 12 novembre 2020, les fournisseurs de services de télécommunications ont demandé l'autorisation d'interjeter appel de la décision de la CAF auprès de la Cour suprême du Canada. Le 25 février 2021, la Cour suprême du Canada a rejeté la demande d'autorisation d'appel des fournisseurs de services de télécommunications.

Parallèlement, le 13 décembre 2019, les fournisseurs de services de télécommunications ont soumis au CRTC une demande de révision et de modification de la décision du CRTC s'appuyant sur des doutes sérieux quant à la justesse de la méthode d'établissement des tarifs appliquée par le CRTC dans le cadre de sa décision. La demande visait également une suspension de l'ordonnance dans l'attente d'une décision du CRTC. Le 28 septembre 2020, le CRTC a approuvé la demande visant à faire suspendre l'application de l'Ordonnance de télécom 2019-288 sur les tarifs définitifs des services Internet à haute vitesse de gros groupés jusqu'à ce que le CRTC termine son examen de l'ordonnance.

De plus, les fournisseurs de services de télécommunications ont déposé le 13 novembre 2019 une requête auprès du gouverneur en conseil, intimant le Conseil des ministres d'ordonner au CRTC de réexaminer la décision parallèlement à l'examen prévu par le CRTC de son cadre réglementaire en matière de services filaires de gros et conformément à des considérations politiques spécifiques. Le gouverneur en conseil a rendu le 15 août 2020 une ordonnance stipulant que les tarifs établis par le CRTC ne reflétaient pas adéquatement dans tous les cas les objectifs de la politique. Cependant, comme un processus de révision et de modification est en cours devant le CRTC, le gouverneur en conseil a confirmé qu'il serait prématuré que le Conseil des ministres émette de nouvelles directives à l'intention du CRTC.

En raison de la suspension accordée par le CRTC et de la grande incertitude entourant l'issue de cette décision et ses répercussions financières, la Société n'a pas comptabilisé l'incidence des tarifs réduits au 28 février 2021. Pour plus de détails, se reporter au rapport annuel de 2020.

4. RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS

4.1 RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Trimestres clos les				
	28 février 2021 ⁽¹⁾	29 février 2020	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾	Incidence du taux de change ⁽²⁾
<i>(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$
Produits	634 548	586 467	8,2	9,8	(9 597)
Charges d'exploitation	321 701	303 441	6,0	7,8	(5 405)
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	5 853	5 654	3,5	3,5	—
BAIIA ajusté	306 994	277 372	10,7	12,2	(4 192)
Marge du BAIIA ajusté	48,4 %	47,3 %			

(1) Pour le trimestre clos le 28 février 2021, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,2744 \$ CA pour 1 \$ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2021 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2020, qui était de 1,3182 \$ CA pour 1 \$ US.

	Semestres clos les				
	28 février 2021 ⁽¹⁾	29 février 2020	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾	Incidence du taux de change ⁽²⁾
<i>(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$
Produits	1 253 461	1 173 294	6,8	7,8	(10 768)
Charges d'exploitation	623 669	602 773	3,5	4,5	(6 066)
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	11 705	11 044	6,0	6,0	—
BAIIA ajusté	618 087	559 477	10,5	11,3	(4 702)
Marge du BAIIA ajusté	49,3 %	47,7 %			

(1) Pour le semestre clos le 28 février 2021, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,2957 \$ CA pour 1 \$ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2021 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2020, qui était de 1,3203 \$ CA pour 1 \$ US.

PRODUITS

	Trimestres clos les				
	28 février 2021	29 février 2020	Variation	Variation selon un taux de change constant	Incidence du taux de change
<i>(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$
Services à large bande canadiens	354 902	322 221	10,1	10,1	—
Services à large bande américains	279 646	264 246	5,8	9,5	(9 597)
	634 548	586 467	8,2	9,8	(9 597)

	Semestres clos les				
	28 février 2021	29 février 2020	Variation	Variation selon un taux de change constant	Incidence du taux de change
<i>(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$
Services à large bande canadiens	682 911	643 028	6,2	6,2	—
Services à large bande américains	570 550	530 266	7,6	9,6	(10 768)
	1 253 461	1 173 294	6,8	7,8	(10 768)

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2021, les produits ont augmenté de 8,2 % et de 6,8 % (9,8 % et 7,8 % selon un taux de change constant), respectivement, en raison principalement des facteurs suivants :

- la croissance interne au sein des secteurs des Services à large bande canadiens et américains, qui découle principalement de la croissance du nombre de clients du service Internet, compte tenu de la demande accrue pour les offres de services à haute vitesse dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et des hausses tarifaires entrées en vigueur à l'égard de certains services;
- l'acquisition de DERYtelecom conclue le 14 décembre 2020, qui a contribué à la croissance des produits dans le secteur des Services à large bande canadiens; et
- l'incidence de l'acquisition de Thames Valley Communications conclue le 10 mars 2020, qui a contribué à la croissance des produits dans le secteur des Services à large bande américains.

Compte non tenu des acquisitions de DERYtelecom et de Thames Valley Communications, les produits ont augmenté de 5,2 % et de 5,1 %, selon un taux de change constant, respectivement, pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2021.

Pour plus de détails sur les produits de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels ».

CHARGES D'EXPLOITATION

	Trimestres clos les				
	28 février 2021	29 février 2020	Variation	Variation selon un taux de change constant	Incidence du taux de change
<i>(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$
Services à large bande canadiens	165 194	151 856	8,8	8,9	(237)
Services à large bande américains	150 117	145 030	3,5	7,1	(5 168)
Activités du siège social et éliminations	6 390	6 555	(2,5)	(2,5)	—
	321 701	303 441	6,0	7,8	(5 405)

	Semestres clos les				
	28 février 2021	29 février 2020	Variation	Variation selon un taux de change constant	Incidence du taux de change
<i>(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$
Services à large bande canadiens	307 089	301 701	1,8	1,9	(265)
Services à large bande américains	302 495	289 400	4,5	6,5	(5 801)
Activités du siège social et éliminations	14 085	11 672	20,7	20,7	—
	623 669	602 773	3,5	4,5	(6 066)

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2021, les charges d'exploitation ont augmenté de 6,0 % et de 3,5 % (7,8 % et 4,5 % selon un taux de change constant), respectivement, en raison principalement des facteurs suivants :

- une hausse des charges d'exploitation dans le secteur des Services à large bande américains découlant de la croissance des produits, y compris la hausse des charges d'exploitation découlant de l'incidence de l'acquisition de Thames Valley Communications, conjuguée aux hausses des tarifs de programmation vidéo annuels; et
- une hausse des charges d'exploitation dans le secteur des Services à large bande canadiens découlant de l'acquisition de DERYtelecom.

De plus, au cours du premier semestre de l'exercice 2021, certaines activités de vente et de marketing ont été reportées au second semestre de l'exercice dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

Pour plus de détails sur les charges d'exploitation de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels ».

HONORAIRES DE GESTION

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2021, les honoraires de gestion versés à Cogeco inc. (« Cogeco ») ont atteint 5,9 millions \$ et 11,7 millions \$, respectivement, comparativement à 5,7 millions \$ et à 11,0 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice 2020. Pour plus de détails sur les honoraires de gestion de la Société, se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées ».

BAIIA AJUSTÉ

	Trimestres clos les				
	28 février 2021	29 février 2020	Variation	Variation selon un taux de change constant	Incidence du taux de change
<i>(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$
Services à large bande canadiens	189 708	170 365	11,4	11,2	237
Services à large bande américains	129 529	119 216	8,7	12,4	(4 429)
Activités du siège social et éliminations	(12 243)	(12 209)	0,3	0,3	—
	306 994	277 372	10,7	12,2	(4 192)

	Semestres clos les				
	28 février 2021	29 février 2020	Variation	Variation selon un taux de change constant	Incidence du taux de change
<i>(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$
Services à large bande canadiens	375 822	341 327	10,1	10,0	265
Services à large bande américains	268 055	240 866	11,3	13,4	(4 967)
Activités du siège social et éliminations	(25 790)	(22 716)	13,5	13,5	—
	618 087	559 477	10,5	11,3	(4 702)

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2021, le BAIIA ajusté a augmenté de 10,7 % et de 10,5 % (12,2 % et 11,3 % selon un taux de change constant), respectivement, en raison des facteurs suivants :

- une augmentation dans le secteur des Services à large bande canadiens qui découle principalement de la croissance des produits et de l'incidence de l'acquisition de DERYtelecom; et
- une augmentation au sein du secteur des Services à large bande américains, principalement attribuable à la croissance des produits et à l'incidence de l'acquisition de Thames Valley Communications.

De plus, pour le premier semestre de l'exercice 2021, le BAIIA ajusté a bénéficié du calendrier de certaines activités de vente et de marketing reportées au second semestre de l'exercice dans les deux pays dans le contexte de la pandémie de COVID-19, facteur contrebalancé en partie par la hausse des charges corporatives.

Compte non tenu des acquisitions de DERYtelecom et de Thames Valley Communications, le BAIIA ajusté a augmenté de 7,6 % et de 8,7 %, respectivement, selon un taux de change constant pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2021.

Pour plus de détails sur le BAIIA ajusté de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels ».

4.2 FRAIS D'INTÉGRATION, DE RESTRUCTURATION ET D'ACQUISITION

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2021, les frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition se sont chiffrés à 2,3 millions \$ et à 3,5 millions \$, respectivement, principalement en raison de l'acquisition et de l'intégration de DERYtelecom, dont l'acquisition a été conclue le 14 décembre 2020.

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2020, les frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition se sont chiffrés à 5,5 millions \$ et découlent des changements organisationnels apportés à l'échelle de la Société, qui se sont traduits par une optimisation des coûts, ainsi que des coûts liés à l'acquisition et à l'intégration de Thames Valley Communications.

4.3 AMORTISSEMENTS

	Trimestres clos les			Semestres clos les		
	28 février 2021	29 février 2020	Variation	28 février 2021	29 février 2020	Variation
<i>(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	\$	\$	%
Amortissement des immobilisations corporelles ⁽¹⁾	117 193	107 971	8,5	226 608	216 798	4,5
Amortissement des immobilisations incorporelles	9 661	14 266	(32,3)	24 496	28 574	(14,3)
	126 854	122 237	3,8	251 104	245 372	2,3

(1) Comprend l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation de 1,4 million \$ et de 3,0 millions \$ (1,6 million \$ et 3,3 millions \$ en 2020) pour le trimestre et le semestre de l'exercice 2021.

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2021, la dotation aux amortissements a augmenté de 3,8 % et de 2,3 %, respectivement, en raison principalement des facteurs suivants :

- une augmentation de l'amortissement des immobilisations corporelles par suite de l'acquisition de DERYtelecom combinée à une hausse des dépenses d'investissement; partiellement contrebalancées par
- la diminution de l'amortissement des immobilisations incorporelles relativement aux relations clients acquises précédemment.

4.4 CHARGES FINANCIÈRES

	Trimestres clos les			Semestres clos les		
	28 février 2021	29 février 2020	Variation	28 février 2021	29 février 2020	Variation
<i>(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	\$	\$	%
Intérêts sur la dette à long terme, excluant les intérêts sur les obligations locatives	32 081	38 968	(17,7)	65 406	79 047	(17,3)
Intérêts sur les obligations locatives	324	378	(14,3)	662	759	(12,8)
Profit lié à une modification de la dette	—	(22 898)	(100,0)	—	(22 898)	(100,0)
(Profit net) perte nette de change	(1 483)	11	—	(677)	31	—
Amortissement des coûts de transaction différés	185	211	(12,3)	396	675	(41,3)
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif	(41)	(142)	(71,1)	(91)	(293)	(68,9)
Autres	773	(4 363)	—	1 353	(5 886)	—
	31 839	12 165	—	67 049	51 435	30,4

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2021, les charges financières ont augmenté de 161,7 % et de 30,4 %, respectivement, en raison principalement des facteurs suivants :

- un profit sans effet sur la trésorerie lié à une modification de la dette de 22,9 millions \$ comptabilisée au deuxième trimestre de l'exercice 2020 concernant la modification apportée à la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang le 3 février 2020, qui a découlé de la réduction du taux d'intérêt de 0,25 %;
- la diminution des produits d'intérêts découlant des investissements en raison de la baisse de la trésorerie excédentaire; facteurs partiellement contrebalancés par
- la baisse des charges d'intérêts sur la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang résultant de la diminution du taux d'intérêt et du capital impayé;
- le remboursement anticipé des débiteures garanties de premier rang, série 2 en juillet 2020; et
- la dépréciation du dollar américain par opposition au dollar canadien par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

4.5 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

	Trimestres clos les			Semestres clos les		
	28 février 2021	29 février 2020	Variation	28 février 2021	29 février 2020	Variation
<i>(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	\$	\$	%
Exigibles	18 373	4 477	—	38 235	28 074	36,2
Différés	17 039	19 024	(10,4)	32 699	25 358	28,9
	35 412	23 501	50,7	70 934	53 432	32,8

	Trimestres clos les			Semestres clos les		
	28 février 2021	29 février 2020	Variation	28 février 2021	29 février 2020	Variation
<i>(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	\$	\$	%
Bénéfice avant impôts sur le résultat	145 971	137 512	6,2	296 389	257 151	15,3
Taux d'imposition combiné canadien	26,5 %	26,5 %	—	26,5 %	26,5 %	—
Impôts sur le résultat au taux d'imposition combiné canadien	38 682	36 441	6,1	78 543	68 145	15,3
Écart des taux d'imposition prévus par la loi applicables aux opérations	1 135	300	—	1 766	1 007	75,4
Incidence sur les impôts sur le résultat découlant des dépenses non déductibles et des bénéfices non imposables	215	(916)	—	329	(1 145)	—
Incidences fiscales provenant des établissements à l'étranger	(4 892)	(6 103)	(19,8)	(10 035)	(12 613)	(20,4)
Autres	272	(6 221)	—	331	(1 962)	—
Impôts sur le résultat au taux d'impôt effectif	35 412	23 501	50,7	70 934	53 432	32,8
Taux d'impôt effectif	24,3 %	17,1 %	42,1	23,9 %	20,8 %	14,9

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2021, la charge d'impôts a augmenté de 50,7 % et de 32,8 %, respectivement, en raison principalement de l'augmentation du bénéfice avant impôts sur le résultat. De plus, pour le deuxième trimestre de l'exercice 2021, la charge d'impôt a augmenté en raison d'une économie d'impôts exigibles non récurrente comptabilisée au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2020 relativement à une réorganisation fiscale.

4.6 BÉNÉFICE DE LA PÉRIODE

	Trimestres clos les			Semestres clos les		
	28 février 2021	29 février 2020	Variation	28 février 2021	29 février 2020	Variation
<i>(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages et le bénéfice par action)</i>	\$	\$	%	\$	\$	%
Bénéfice de la période	110 559	114 011	(3,0)	225 455	203 719	10,7
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	102 936	109 391	(5,9)	209 615	193 569	8,3
Bénéfice de la période attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle ⁽¹⁾	7 623	4 620	65,0	15 840	10 150	56,1
Bénéfice par action de base	2,16	2,24	(3,6)	4,39	3,95	11,1

(1) La participation ne donnant pas le contrôle est liée à la participation de 21 % de la Caisse de dépôt et placement du Québec (« CDPQ ») dans Atlantic Broadband.

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2021, le bénéfice de la période et le bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société ont diminué de 3,0 % et de 5,9 %, respectivement, en raison des facteurs suivants :

- la hausse des charges financières, principalement attribuable au profit sans effet sur la trésorerie lié à une modification de la dette de 22,9 millions \$ comptabilisé au deuxième trimestre de l'exercice 2020; et
- la hausse de la charge d'impôts; partiellement contrebalancées par
- l'augmentation du BAIIA ajusté.

Pour le premier semestre de l'exercice 2021, le bénéfice de la période et le bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société ont augmenté de 10,7 % et de 8,3 %, respectivement, en raison des facteurs suivants :

- l'augmentation du BAIIA ajusté; facteur contrebalancé en partie par
- la hausse des charges financières; et
- la hausse de la charge d'impôts.

5. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société est une filiale de Cogeco, qui détenait 33 % des actions de participation de la Société au 28 février 2021, représentant 83 % des votes liés aux actions à droit de vote de la Société.

Cogeco fournit à la Société des services de direction, d'administration, de planification stratégique, des services financiers et d'autres services en vertu d'une convention de services de gestion (la « convention »). La méthode utilisée pour déterminer les honoraires de gestion se base sur les coûts engagés par Cogeco auxquels vient s'ajouter une marge raisonnable. La convention prévoit une provision pour ajustements futurs à la demande de Cogeco ou de la Société, de temps à autre, sur la durée de la convention. Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2021, les honoraires de gestion versés à Cogeco se sont chiffrés à 5,9 millions \$ et à 11,7 millions \$, respectivement, comparativement à 5,7 millions \$ et à 11,0 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice 2020.

Aucune rémunération directe n'est payable aux hauts dirigeants de Cogeco par la Société. Toutefois, au cours du premier semestre des exercices 2021 et 2020, la Société a attribué des options sur actions et des unités d'actions liées au rendement à ces hauts dirigeants à titre de hauts dirigeants de Cogeco Communications et a émis des unités d'actions différées à des administrateurs du conseil de Cogeco, comme l'illustre le tableau suivant :

(en nombre d'unités)	Semestres clos les	
	28 février 2021	29 février 2020
Options sur actions	69 200	110 875
Unités d'actions liées au rendement	10 375	14 375
Unités d'actions différées	792	1 847

Le tableau suivant présente les montants que la Société a facturés à Cogeco relativement aux options sur actions, aux unités d'actions incitatives et aux unités d'actions liées au rendement de la Société attribuées à ces hauts dirigeants, et relativement aux unités d'actions différées émises en faveur des administrateurs du conseil de Cogeco.

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	28 février 2021	29 février 2020	28 février 2021	29 février 2020
	\$	\$	\$	\$
Options sur actions	266	261	611	570
Unités d'actions incitatives	—	9	6	22
Unités d'actions liées au rendement	275	385	125	697
Unités d'actions différées	213	11	188	143
	754	666	930	1 432

6. ANALYSE DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les			Semestres clos les		
	28 février 2021	29 février 2020	Variation	28 février 2021	29 février 2020	Variation
	\$	\$	%	\$	\$	%
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	231 166	231 653	(0,2)	472 891	380 845	24,2
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(498 674)	(109 146)	—	(623 908)	(230 263)	—
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement	109 695	(163 222)	—	57 995	(207 481)	—
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en monnaie étrangère	(4 996)	2 191	—	(7 302)	2 290	—
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(162 809)	(38 524)	—	(100 324)	(54 609)	83,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	428 982	540 419	(20,6)	366 497	556 504	(34,1)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	266 173	501 895	(47,0)	266 173	501 895	(47,0)

6.1 ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2021, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation sont demeurés comparables à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour le premier semestre de l'exercice 2021, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont augmenté de 24,2 % en raison essentiellement des facteurs suivants :

- l'augmentation du BAIIA ajusté;
- les variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie découlant principalement du calendrier du paiement des dettes fournisseurs et autres créiteurs; et
- la diminution des intérêts payés; facteurs partiellement contrebalancés par
- l'augmentation des impôts sur le résultat payés, principalement en raison du calendrier des acomptes provisionnels à la fin de l'exercice.

6.2 ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2021, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont augmenté de 356,9 % et de 171,0 %, principalement en raison de l'acquisition de DERYtelecom conclue au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2021. Le prix d'achat a été financé au moyen d'une combinaison de fonds en caisse et d'emprunts en vertu de la facilité à terme renouvelable de Cogeco Communications.

ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INTENSITÉ DU CAPITAL

Les acquisitions d'immobilisations corporelles ainsi que l'intensité du capital par secteur opérationnel sont les suivantes :

	Trimestres clos les				Semestres clos les			
	28 février 2021	29 février 2020	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽¹⁾	28 février 2021	29 février 2020	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾
<i>(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$	\$	%	%
Services à large bande canadiens	57 454	65 761	(12,6)	(11,5)	123 064	140 891	(12,7)	(12,0)
Intensité du capital	16,2 %	20,4 %			18,0 %	21,9 %		
Services à large bande américains	57 559	44 948	28,1	32,4	106 906	90 781	17,8	20,2
Intensité du capital	20,6 %	17,0 %			18,7 %	17,1 %		
Activités du siège social et éliminations	201	131	53,4	53,4	1 466	470	—	—
Données consolidées	115 214	110 840	3,9	6,4	231 436	232 142	(0,3)	1,0
Intensité du capital	18,2 %	18,9 %			18,5 %	19,8 %		

(1) Les données réelles pour l'exercice 2021 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2020, qui était de 1,3182 \$ CA pour 1 \$ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2021 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2020, qui était de 1,3203 \$ CA pour 1 \$ US.

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2021, les acquisitions d'immobilisations corporelles ont augmenté de 3,9 % (6,4 % selon un taux de change constant) et, pour le premier semestre de l'exercice 2021, elles sont demeurées comparables à celles de la période correspondante de l'exercice précédent, avec une diminution globale de 0,3 % (augmentation de 1,0 % selon un taux de change constant), en raison principalement des facteurs suivants :

- l'augmentation des dépenses d'investissement dans le secteur des Services à large bande américains afin de soutenir la croissance des produits du secteur découlant de la demande accrue à l'égard du service Internet haute vitesse, conjuguée aux mises à niveau de l'équipement et au calendrier de certaines initiatives, ainsi qu'à l'accélération de l'achat de certains équipements dans le but d'éviter d'éventuelles perturbations de la chaîne d'approvisionnement compte tenu des répercussions de la pandémie de COVID-19; facteurs partiellement contrebalancés par
- la baisse des dépenses d'investissement dans le secteur des Services à large bande canadiens, en raison principalement du calendrier de certaines initiatives.

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2021, le ratio d'intensité du capital a atteint 18,2 % et 18,5 %, contre 18,9 % et 19,8 % pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. La diminution du ratio d'intensité du capital pour les deux périodes s'explique principalement par la croissance des produits dans les secteurs des Services à large bande canadiens et des Services à large bande américains.

Pour plus de détails au sujet des acquisitions d'immobilisations corporelles de la Société, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation et financiers sectoriels ».

6.3 ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

ÉMISSION DE TITRES D'EMPRUNT ET REMBOURSEMENT DE LA DETTE

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2021, les variations des flux de trésorerie liés à l'émission de titres d'emprunt et au remboursement de la dette s'expliquent principalement par les facteurs suivants :

	Trimestres clos les		Semestres clos les		Explications
	28 février 2021	29 février 2020	28 février 2021	29 février 2020	
(en milliers de dollars canadiens)	\$	\$	\$	\$	
Diminution de l'endettement bancaire	—	(11 172)	(7 610)	—	Calendrier des paiements faits aux fournisseurs.
Augmentation nette des facilités renouvelables	180 512	—	180 512	—	Liée à l'acquisition de DERYtelecom, qui a été financée en partie au moyen de la facilité à terme renouvelable de la Société.
Remboursement de billets, de débentures et de facilités de crédit	(5 400)	(52 096)	(10 954)	(57 744)	Principalement liée à un remboursement de 35 millions \$ US sur la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2020.
Remboursement des obligations locatives	(1 055)	(1 214)	(2 143)	(2 410)	Résultat comparable.
Remboursement du solde à payer relativement à des regroupements d'entreprises	—	—	(1 258)	(3 228)	Remboursement du solde lié à l'acquisition de FiberLight.
	174 057	(64 482)	158 547	(63 382)	

DIVIDENDES

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2021, un dividende déterminé trimestriel de 0,64 \$ par action a été versé aux porteurs d'actions subalternes à droit de vote et d'actions à droits de vote multiples, pour un total de 30,5 millions \$, comparativement à un dividende déterminé trimestriel de 0,58 \$ par action, ou 28,3 millions \$, versé au deuxième trimestre de l'exercice 2020. Le versement de dividendes au premier semestre de l'exercice 2021 a totalisé 1,28 \$ par action, ou 61,0 millions \$, comparativement à 1,16 \$, ou 56,8 millions \$, à l'exercice précédent.

OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT DANS LE COURS NORMAL DES ACTIVITÉS (« OPRCNA »)

Le 2 septembre 2020, Cogeco Communications a cessé de racheter des actions en vertu de l'OPRCNA à la suite d'une proposition non sollicitée visant l'acquisition de la Société. Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2021, Cogeco Communications a repris le rachat d'actions.

Au cours du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2021, Cogeco Communications a racheté et annulé 313 700 et 328 600 actions subalternes à droit de vote d'un prix moyen pondéré par action rachetée de 111,72 \$ et de 111,15 \$, pour une contrepartie totale de 35,0 millions \$ et de 36,5 millions \$. Au cours du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2020, Cogeco Communications avait racheté et annulé 652 400 et 795 500 actions subalternes à droit de vote d'un prix moyen pondéré par action rachetée de 108,50 \$ et de 108,71 \$, pour une contrepartie totale de 70,8 millions \$ et de 86,5 millions \$.

La Société a conclu un programme de rachat d'actions automatique (le « PRAA ») avec un courtier désigné pour permettre le rachat d'actions à droit de vote subalternes en vertu de l'OPRCNA à des moments où il ne serait normalement pas permis pour la Société de racheter des actions en raison de restrictions réglementaires ou de périodes de restriction sur les transactions qu'elle s'impose. Ces rachats sont effectués par le courtier en fonction des paramètres établis par la Société avant la période du PRAA préétablie.

6.4 FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

	Trimestres clos les				
	28 février 2021 ⁽¹⁾	29 février 2020	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾	Incidence du taux de change ⁽²⁾
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	\$	\$	%	%	\$
BAAIA ajusté ⁽³⁾	306 994	277 372	10,7	12,2	(4 192)
Amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme	2 323	2 239	3,8	7,0	(72)
Paiement fondé sur des actions	2 871	1 815	58,2	58,2	—
Perte sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles	737	261	—	—	—
Cotisations au titre des régimes à prestations définies, déduction faite de la charge	(1 346)	427	—	—	—
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	(2 330)	(5 458)	(57,3)	(56,9)	20
Charges financières ⁽⁴⁾	(31 839)	(35 063)	(9,2)	(6,7)	889
Impôts exigibles	(18 373)	(4 477)	—	—	98
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(115 214)	(110 840)	3,9	6,4	2 703
Remboursement des obligations locatives	(1 055)	(1 214)	(13,1)	(11,4)	21
Flux de trésorerie disponibles⁽³⁾	142 768	125 062	14,2	14,6	(533)

- (1) Pour le trimestre clos le 28 février 2021, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,2744 \$ CA pour 1 \$ US.
- (2) Les données réelles pour l'exercice 2021 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2020, qui était de 1,3182 \$ CA pour 1 \$ US.
- (3) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, y compris un rapprochement avec les mesures financières les plus comparables conformes aux normes IFRS, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS ».
- (4) Exclut le profit sans effet sur la trésorerie lié à une modification de la dette de 22,9 millions \$ comptabilisé au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2020.

	Semestres clos les				
	28 février 2021 ⁽¹⁾	29 février 2020	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾	Incidence du taux de change ⁽²⁾
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	\$	\$	%	%	\$
BAAIA ajusté ⁽³⁾	618 087	559 477	10,5	11,3	(4 702)
Amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme	4 601	4 776	(3,7)	(2,0)	(80)
Paiement fondé sur des actions	3 754	3 957	(5,1)	(5,1)	—
Perte sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles	256	1 255	(79,6)	(79,6)	—
Cotisations au titre des régimes à prestations définies, déduction faite de la charge	(906)	919	—	—	—
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	(3 545)	(5 519)	(35,8)	(35,4)	20
Charges financières ⁽⁴⁾	(67 049)	(74 333)	(9,8)	(8,5)	999
Impôts exigibles	(38 235)	(28 074)	36,2	36,1	(39)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(231 436)	(232 142)	(0,3)	1,0	3 094
Remboursement des obligations locatives	(2 143)	(2 410)	(11,1)	(10,1)	24
Flux de trésorerie disponibles⁽³⁾	283 384	227 906	24,3	24,6	(684)

- (1) Pour le semestre clos le 28 février 2021, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,2957 \$ CA pour 1 \$ US.
- (2) Les données réelles pour l'exercice 2021 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2020, qui était de 1,3203 \$ CA pour 1 \$ US.
- (3) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, y compris un rapprochement avec les mesures financières les plus comparables conformes aux normes IFRS, se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux normes IFRS ».
- (4) Exclut le profit sans effet sur la trésorerie lié à une modification de la dette de 22,9 millions \$ comptabilisé au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2020.

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2021, les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 14,2 % (14,6 % selon un taux de change constant) en raison essentiellement des facteurs suivants :

- l'augmentation du BAIIA ajusté; et
- la diminution des charges financières, compte non tenu du profit sans effet sur la trésorerie lié à une modification de la dette de 22,9 millions \$ pour l'exercice 2020; partiellement contrebalancées par
- l'augmentation des impôts exigibles; et
- l'augmentation des acquisitions d'immobilisations corporelles dans le secteur des Services à large bande américains, contrebalancée en partie par la diminution dans le secteur des Services à large bande canadiens.

Pour le premier semestre de l'exercice 2021, les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 24,3 % (24,6 % selon un taux de change constant) principalement en raison des facteurs suivants :

- l'augmentation du BAIIA ajusté; et
- la diminution des charges financières, compte non tenu du profit sans effet sur la trésorerie lié à une modification de la dette de 22,9 millions \$ pour l'exercice 2020; partiellement contrebalancées par
- l'augmentation des impôts exigibles.

6.5 DÉCLARATION DE DIVIDENDES

Au cours de sa réunion du 13 avril 2021, le conseil d'administration de Cogeco Communications a déclaré un dividende déterminé trimestriel de 0,64 \$ l'action pour les actions à droits de vote multiples et les actions subalternes à droit de vote, payable le 11 mai 2021 aux actionnaires inscrits en date du 27 avril 2021. La déclaration, le montant et la date de tout dividende futur continueront d'être examinés et approuvés par le conseil d'administration de la Société, lequel fondera sa décision sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les besoins de trésorerie de la Société, ainsi que sur d'autres facteurs qu'il jugera pertinents, à son seul gré. Ainsi, rien ne garantit que des dividendes seront déclarés et, s'il y a déclaration de dividendes, le montant des dividendes et la fréquence de leur déclaration peuvent varier.

7. RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS SECTORIELS

La Société présente ses résultats d'exploitation en deux secteurs opérationnels, soit les Services à large bande canadiens et les Services à large bande américains. La structure d'information reflète la façon dont la Société gère les activités de l'entreprise, prend des décisions concernant les ressources devant être affectées aux secteurs et évalue leur performance.

7.1 SERVICES À LARGE BANDE CANADIENS

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS

	Trimestres clos les				
	28 février 2021 ⁽¹⁾	29 février 2020	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾	Incidence du taux de change ⁽²⁾
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	\$	\$	%	%	\$
Produits	354 902	322 221	10,1	10,1	—
Charges d'exploitation	165 194	151 856	8,8	8,9	(237)
BAIIA ajusté	189 708	170 365	11,4	11,2	237
Marge du BAIIA ajusté	53,5 %	52,9 %			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	57 454	65 761	(12,6)	(11,5)	(765)
Intensité du capital	16,2 %	20,4 %			

(1) Pour le trimestre clos le 28 février 2021, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,2744 \$ CA pour 1 \$ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2021 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2020, qui était de 1,3182 \$ CA pour 1 \$ US.

	Semestres clos les				
	28 février 2021 ⁽¹⁾	29 février 2020	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾	Incidence du taux de change ⁽²⁾
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	\$	\$	%	%	\$
Produits	682 911	643 028	6,2	6,2	—
Charges d'exploitation	307 089	301 701	1,8	1,9	(265)
BAIIA ajusté	375 822	341 327	10,1	10,0	265
Marge du BAIIA ajusté	55,0 %	53,1 %			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	123 064	140 891	(12,7)	(12,0)	(904)
Intensité du capital	18,0 %	21,9 %			

(1) Pour le semestre clos le 28 février 2021, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,2957 \$ CA pour 1 \$ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2021 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2020, qui était de 1,3203 \$ CA pour 1 \$ US.

PRODUITS

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2021, les produits ont augmenté de 10,1 % et de 6,2 %, respectivement, tels qu'ils sont présentés et selon un taux de change constant, en raison principalement des facteurs suivants :

- l'acquisition de DERYtelecom conclue le 14 décembre 2020;
- l'impact cumulatif de la demande soutenue pour les services Internet à haute vitesse résidentiels depuis le début de la pandémie, étant donné que les clients passent plus de temps à la maison pour le travail, pour l'éducation en ligne et pour le divertissement, ce qui s'est traduit par des ajouts de clients et par une combinaison plus favorable de produits pour le bassin de clientèle dans son ensemble; et
- les hausses tarifaires entrées en vigueur relativement à certains services; facteurs contrebalancés en partie par
- une diminution du nombre de clients du service de vidéo.

Compte non tenu de l'acquisition de DERYtelecom, les produits ont augmenté de 2,9 % et de 2,6 %, respectivement, selon un taux de change constant, pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2021.

CHARGES D'EXPLOITATION

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2021, les charges d'exploitation ont augmenté de 8,8 % et de 1,8 % (8,9 % et 1,9 % selon un taux de change constant), respectivement, principalement en raison de la hausse des charges d'exploitation découlant de l'acquisition de DERYtelecom. De plus, au cours du premier semestre de l'exercice 2021, certaines activités de vente et de marketing ont été reportées au second semestre de l'exercice dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

BAIIA AJUSTÉ

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2021, le BAIIA ajusté a augmenté de 11,4 % et de 10,1 % (11,2 % et 10,0 % selon un taux de change constant), respectivement, principalement en raison de la croissance des produits et de l'incidence de l'acquisition de DERYtelecom.

Compte non tenu de l'acquisition de DERYtelecom, le BAIIA ajusté a augmenté de 4,7 % et de 6,8 %, respectivement, selon un taux de change constant pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2021.

ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INTENSITÉ DU CAPITAL

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2021, les acquisitions d'immobilisations corporelles ont diminué de 12,6 % et de 12,7 % (11,5 % et 12,0 % selon un taux de change constant), respectivement, en raison principalement des facteurs suivants :

- la diminution des achats d'équipement chez l'abonné attribuable au calendrier de certaines initiatives; et
- la baisse des frais d'installation inscrits à l'actif attribuable à l'augmentation du recours à l'auto-installation depuis le début de la pandémie de COVID-19;
- la diminution des coûts liés à l'entretien, à la croissance et à l'expansion des infrastructures de nos réseaux attribuable au calendrier de certaines initiatives, facteur partiellement contrebalancé par les coûts additionnels liés aux infrastructures du réseau de DERYtelecom, ainsi que par d'autres achats d'immobilisations corporelles liés à la récente acquisition de DERYtelecom.

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2021, le ratio d'intensité du capital a atteint 16,2 % et 18,0 %, comparativement à 20,4 % et à 21,9 % pour les périodes correspondantes de l'exercice 2020. La diminution du ratio d'intensité du capital pour les deux périodes s'explique principalement par la baisse des dépenses d'investissement conjuguée à la croissance des produits.

STATISTIQUES SUR LES UNITÉS DE SERVICE PRIMAIRE ET LES CLIENTS

	28 février 2021	Ajouts nets (pertes nettes) Trimestres clos les		Ajouts nets (pertes nettes) Semestres clos les		% de pénétration ⁽¹⁾	
		28 février 2021 ⁽²⁾	29 février 2020	28 février 2021 ⁽²⁾	29 février 2020	28 février 2021	29 février 2020
Unités de service primaire	2 010 049	(4 773)	(6 592)	(13 696)	1 774		
Clients du service Internet	905 321	4 431	1 055	7 663	7 707	45,8	44,9
Clients du service de vidéo	687 486	(5 029)	(7 493)	(11 981)	(10 750)	34,8	36,1
Clients du service de téléphonie	417 242	(4 175)	(154)	(9 378)	4 817	21,1	21,3

(1) En pourcentage des foyers câblés.

(2) Exclut 224 039 unités de service primaire (85 642 clients du service Internet, 80 218 clients du service de vidéo et 58 179 clients du service de téléphonie) provenant de l'acquisition de DERYtelecom, conclue au deuxième trimestre de l'exercice 2021.

INTERNET

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2021, les ajouts nets de clients du service Internet se sont chiffrés à 4 431 et à 7 663, respectivement, comparativement à 1 055 et à 7 707 aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les ajouts nets pour les deux périodes de l'exercice 2021 découlent principalement des facteurs suivants :

- l'intérêt soutenu à l'égard des offres de services à haute vitesse étant donné que les clients passent plus de temps à la maison pour le travail, pour l'éducation en ligne et pour le divertissement dans le cadre de la pandémie de COVID-19; facteur contrebalancé en partie par
- les offres concurrentielles au sein du secteur.

VIDÉO

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2021, les pertes nettes de clients du service de vidéo se sont chiffrées à 5 029 et à 11 981, respectivement, comparativement à 7 493 et à 10 750 aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les pertes nettes pour les deux périodes de l'exercice 2021 découlent principalement des facteurs suivants :

- le changement continu des habitudes de consommation vidéo; et
- les offres très concurrentielles au sein du secteur.

TÉLÉPHONIE

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2021, les pertes nettes de clients du service de téléphonie se sont chiffrées à 4 175 et à 9 378, respectivement, comparativement à des pertes nettes de 154 et à des ajouts nets de 4 817, respectivement, aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les pertes nettes pour les deux périodes de l'exercice 2021 découlent principalement des facteurs suivants :

- l'augmentation de la pénétration de la téléphonie sans fil mobile au Canada et des diverses offres illimitées lancées par les exploitants de services de téléphonie sans fil mobile, lesquelles incitent certains clients à annuler leurs services de téléphonie filaire pour passer uniquement aux services de téléphonie sans fil mobile.

De plus, la croissance au premier semestre de l'exercice précédent tenait compte d'un nombre inhabituel d'ajouts de clients du service de téléphonie en raison de l'augmentation du nombre de forfaits de téléphonie activement mis en marché à ce moment.

RÉPARTITION DES CLIENTS

Au 28 février 2021, 68 % des clients du secteur des Services à large bande canadiens étaient abonnés à des duos ou des trios de services.

7.2 SERVICES À LARGE BANDE AMÉRICAINS

RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS

	Trimestres clos les				
	28 février 2021 ⁽¹⁾	29 février 2020	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾	Incidence du taux de change ⁽²⁾
<i>(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$
Produits	279 646	264 246	5,8	9,5	(9 597)
Charges d'exploitation	150 117	145 030	3,5	7,1	(5 168)
BAlIA ajusté	129 529	119 216	8,7	12,4	(4 429)
Marge du BAlIA ajusté	46,3 %	45,1 %			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	57 559	44 948	28,1	32,4	(1 938)
Intensité du capital	20,6 %	17,0 %			

(1) Pour le trimestre clos le 28 février 2021, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,2744 \$ CA pour 1 \$ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2021 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2020, qui était de 1,3182 \$ CA pour 1 \$ US.

	Semestres clos les				
	28 février 2021 ⁽¹⁾	29 février 2020	Variation	Variation selon un taux de change constant ⁽²⁾	Incidence du taux de change ⁽²⁾
<i>(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	%	%	\$
Produits	570 550	530 266	7,6	9,6	(10 768)
Charges d'exploitation	302 495	289 400	4,5	6,5	(5 801)
BAlIA ajusté	268 055	240 866	11,3	13,4	(4 967)
Marge du BAlIA ajusté	47,0 %	45,4 %			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	106 906	90 781	17,8	20,2	(2 190)
Intensité du capital	18,7 %	17,1 %			

(1) Pour le semestre clos le 28 février 2021, le taux de change moyen utilisé aux fins de la conversion était de 1,2957 \$ CA pour 1 \$ US.

(2) Les données réelles pour l'exercice 2021 sont converties selon le taux de change moyen en vigueur pour l'exercice 2020, qui était de 1,3203 \$ CA pour 1 \$ US.

PRODUITS

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2021, les produits ont augmenté de 5,8 % et de 7,6 % (9,5 % et 9,6 % selon un taux de change constant), respectivement. En monnaie locale, les produits se sont chiffrés à 219,4 millions \$ US et à 440,3 millions \$ US, comparativement à 200,5 millions \$ US et à 401,6 millions \$ US pour les périodes correspondantes de l'exercice 2020. Les augmentations s'expliquent principalement par les facteurs suivants :

- le nombre plus élevé de clients du service Internet;
- les hausses tarifaires entrées en vigueur relativement à certains services; et
- l'incidence de l'acquisition de Thames Valley Communications conclue le 10 mars 2020.

Compte non tenu de l'acquisition de Thames Valley Communications, les produits ont augmenté de 8,0 % et de 8,1 %, respectivement, selon un taux de change constant pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2021.

CHARGES D'EXPLOITATION

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2021, les charges d'exploitation ont augmenté de 3,5 % et de 4,5 %, (7,1 % et 6,5 % selon un taux de change constant), respectivement, en raison principalement des facteurs suivants :

- le nombre plus élevé de clients conjugué aux hausses des tarifs de programmation vidéo annuels;
- la hausse des charges d'exploitation découlant de l'incidence de l'acquisition de Thames Valley Communications; et
- l'augmentation des charges de rémunération et des coûts liés aux effectifs additionnels pour soutenir la croissance.

De plus, au cours du premier semestre de l'exercice 2021, certaines activités de vente et de marketing ont été reportées au second semestre de l'exercice dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

BAIIA AJUSTÉ

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2021, le BAIJA ajusté a augmenté de 8,7 % et de 11,3 % (12,4 % et 13,4 % selon un taux de change constant), respectivement. En monnaie locale, le BAIJA ajusté s'est chiffré à 101,6 millions \$ US et à 206,8 millions \$ US, comparativement à 90,4 millions \$ US et à 182,4 millions \$ US pour les périodes correspondantes de l'exercice 2020.

Compte non tenu de l'acquisition de Thames Valley Communications, le BAIJA ajusté a augmenté de 11,0 % et de 12,0 %, respectivement, selon un taux de change constant pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2021.

ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INTENSITÉ DU CAPITAL

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2021, les acquisitions d'immobilisations corporelles ont augmenté de 28,1 % et de 17,8 % (32,4 % et 20,2 % selon un taux de change constant), respectivement, en raison principalement des facteurs suivants :

- une hausse des achats d'équipement chez l'abonné et des autres coûts connexes pour soutenir la demande accrue à l'égard de notre service Internet à haute vitesse, conjuguée aux mises à niveau de l'équipement et au calendrier de certaines initiatives; et
- une accélération de l'achat de certains équipements dans le but d'éviter d'éventuelles perturbations de la chaîne d'approvisionnement compte tenu des répercussions de la pandémie de COVID-19.

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2021, le ratio d'intensité du capital a atteint 20,6 % et 18,7 %, comparativement à 17,0 % et à 17,1 % pour les périodes correspondantes de l'exercice 2020. L'augmentation du ratio d'intensité du capital pour les deux périodes s'explique principalement par la hausse des dépenses d'investissement, partiellement contrebalancée par l'augmentation des produits.

STATISTIQUES SUR LES UNITÉS DE SERVICE PRIMAIRE ET LES CLIENTS

	28 février 2021	Ajouts nets (pertes nettes) Trimestres clos les		Ajouts nets (pertes nettes) Semestres clos les		% de pénétration ⁽¹⁾	
		28 février 2021	29 février 2020	28 février 2021	29 février 2020	28 février 2021	29 février 2020
Unités de service primaire	972 353	(330)	3 637	14 428	5 761		
Clients du service Internet	511 004	6 383	5 770	18 792	11 096	55,0	51,8
Clients du service de vidéo	313 591	(4 796)	(2 386)	(3 796)	(6 303)	33,7	34,7
Clients du service de téléphonie	147 758	(1 917)	253	(568)	968	15,9	16,3

(1) En pourcentage des foyers câblés.

INTERNET

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2021, les ajouts nets de clients du service Internet se sont chiffrés à 6 383 et à 18 792, respectivement, comparativement à 5 770 et à 11 096 aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les ajouts nets pour les deux périodes de l'exercice 2021 découlent principalement des facteurs suivants :

- la croissance dans le secteur résidentiel principalement attribuable à la hausse de la demande à l'égard des offres de services à haute vitesse étant donné que les clients passent plus de temps à la maison pour le travail, pour l'éducation en ligne et pour le divertissement dans le cadre de la pandémie de COVID-19;
- la hausse du nombre d'activations de services pour la clientèle résidentielle de gros relativement aux initiatives d'expansion en Floride; et
- la croissance dans le secteur commercial.

VIDÉO

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2021, les pertes nettes de clients du service de vidéo se sont chiffrées à 4 796 et à 3 796, respectivement, comparativement à 2 386 et à 6 303 aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les pertes nettes pour les deux périodes de l'exercice 2021 découlent principalement des facteurs suivants :

- l'accent mis récemment sur les offres qui sont axées sur l'Internet et l'abandon de toutes les nouvelles offres axées uniquement sur la vidéo;
- le changement des habitudes de consommation vidéo; et
- les offres concurrentielles au sein du secteur; facteurs contrebalancés en partie par
- la hausse du nombre d'activations de services pour la clientèle résidentielle de gros relativement aux initiatives d'expansion en Floride.

TÉLÉPHONIE

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2021, les pertes nettes des clients du service de téléphonie se sont chiffrées à 1 917 et à 568, respectivement, comparativement à des ajouts nets de 253 et de 968 aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les pertes nettes pour les deux périodes de l'exercice 2021 découlent principalement des facteurs suivants :

- l'augmentation de la pénétration de la téléphonie sans fil mobile aux États-Unis et les diverses offres illimitées lancées par les exploitants de services de téléphonie sans fil mobile, lesquelles incitent certains clients à annuler leurs services de téléphonie filaire pour passer uniquement aux services de téléphonie sans fil mobile; facteurs contrebalancés en partie par
- la croissance dans le secteur commercial.

Au 28 février 2021, 50 % des clients du secteur des Services à large bande américains étaient abonnés à des duos ou des trios de services.

8. SITUATION FINANCIÈRE

8.1 FONDS DE ROULEMENT

Dans le cours normal de ses activités, Cogeco Communications maintient généralement un fonds de roulement déficitaire, compte non tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et de l'endettement bancaire, en raison de créances clients et autres débiteurs peu élevés, puisqu'une grande partie des clients de la Société paient avant que les services ne soient rendus, alors que les dettes fournisseurs et autres créanciers sont généralement payés lorsque les produits ont été livrés et les services rendus.

Les variations s'établissent comme suit :

	28 février 2021	31 août 2020	Variation	Explications
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	\$	\$	\$	
Actifs courants				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	266 173	366 497	(100 324)	Se reporter à la rubrique « Analyse des flux de trésorerie ». Principalement attribuable à l'acquisition de DERYtelecom conclue au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2021, qui a été financée au moyen d'une combinaison de fonds en caisse et d'emprunts en vertu de la facilité à terme renouvelable.
Créances clients et autres débiteurs	110 733	83 013	27 720	Principalement liée à l'augmentation des débiteurs liée à l'acquisition de DERYtelecom conclue au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2021, ainsi qu'au calendrier de recouvrement des créances clients.
Impôts sur le résultat à recevoir	3 270	3 283	(13)	Non significative.
Charges payées d'avance et autres	40 335	29 266	11 069	Principalement liée à la hausse des montants payés d'avance dans le cadre des conventions d'entretien annuel.
Instruments financiers dérivés	1 853	—	1 853	Non significative.
	422 364	482 059	(59 695)	
Passifs courants				
Endettement bancaire	—	7 610	(7 610)	Calendrier des paiements faits aux fournisseurs.
Dettes fournisseurs et autres créanciers	236 326	211 052	25 274	Principalement liée à la hausse des dettes fournisseurs et autres créanciers découlant de l'acquisition de DERYtelecom et au calendrier des paiements faits aux fournisseurs.
Provisions	37 367	33 864	3 503	Non significative.
Passifs d'impôts sur le résultat	19 620	39 897	(20 277)	Liée au paiement d'acomptes provisionnels, contrebalancé en partie par la charge d'impôts exigibles pour le semestre.
Passifs sur contrat et autres passifs	53 175	47 162	6 013	Principalement liée à l'acquisition de DERYtelecom.
Instruments financiers dérivés	—	3 834	(3 834)	Non significative.
Tranche courante de la dette à long terme	227 051	29 569	197 482	Principalement liée aux débentures garanties de premier rang, série 3, échéant en février 2022, qui ont été classées dans la tranche courante.
	573 539	372 988	200 551	
Fonds de roulement (déficitaire) excédentaire	(151 175)	109 071	(260 246)	

8.2 AUTRES VARIATIONS IMPORTANTES

	28 février 2021	31 août 2020	Variation	Explications
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	\$	\$	\$	
Actifs non courants				
Immobilisations corporelles	2 299 459	2 088 930	210 529	Principalement liée à l'acquisition de DERYtelecom et aux dépenses d'investissement au cours du premier semestre de l'exercice 2021, facteurs contrebalancés en partie par la dotation à l'amortissement de la période, ainsi que par la dépréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Immobilisations incorporelles	2 768 626	2 800 401	(31 775)	Liée à la dépréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien et à l'amortissement pour la période, partiellement contrebalancés par les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de l'acquisition de DERYtelecom.
Goodwill	1 481 783	1 381 024	100 759	Liée à l'acquisition de DERYtelecom, partiellement contrebalancée par la dépréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Passifs non courants				
Dette à long terme	2 990 386	3 087 033	(96 647)	Principalement liée au classement des débentures garanties de premier rang, série 3, dans la tranche courante de la dette à long terme, conjugué à la dépréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien et au remboursement trimestriel de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang, facteurs partiellement contrebalancés par l'acquisition de DERYtelecom, financée en partie par la facilité à terme renouvelable de la Société.
Instruments financiers dérivés	50 825	67 375	(16 550)	Hausse des taux d'intérêt du marché et dépréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Passifs relatifs aux régimes de retraite et avantages du personnel	8 108	13 490	(5 382)	Gains actuariels comptabilisés au premier semestre de l'exercice 2021.
Passifs d'impôts différés	638 247	610 596	27 651	Moment des résorptions des différences temporaires, facteur contrebalancé en partie par la dépréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.

8.3 DONNÉES LIÉES AUX ACTIONS EN CIRCULATION

Le tableau suivant présente les données sur les actions de Cogeco Communications au 31 mars 2021. Se reporter à la note 12 B) des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour obtenir de plus amples renseignements.

<i>(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions/d'options)</i>	Nombre d'actions/ d'options	Montant \$
Actions ordinaires		
Actions à droits de vote multiples	15 691 100	98 346
Actions subalternes à droit de vote	31 772 888	891 301
Options d'achat d'actions subalternes à droit de vote		
Options en circulation	886 424	
Options pouvant être exercées	412 549	

8.4 FINANCEMENT

Dans le cours normal de ses activités, Cogeco Communications a contracté des obligations financières principalement sous forme de dette à long terme, de contrats de location ainsi que de garanties. Les obligations de Cogeco Communications, présentées dans le rapport annuel de 2020, n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 août 2020.

Au 28 février 2021, la Société avait utilisé 180,2 millions \$ de sa facilité à terme renouvelable de 750 millions \$, pour une disponibilité restante de 569,8 millions \$. De plus, deux filiales liées à Atlantic Broadband bénéficient également d'une facilité renouvelable garantie de premier rang de 190,3 millions \$ (150 millions \$ US), dont une tranche de 3,1 millions \$ (2,4 millions \$ US) avait été utilisée au 28 février 2021 pour une disponibilité restante de 187,2 millions \$ (147,6 millions \$ US).

8.5 NOTATIONS

Le tableau suivant présente les notations de Cogeco Communications et d'Atlantic Broadband.

Au 28 février 2021	S&P	DBRS	Moody's
Cogeco Communications			
Billets et débentures garantis de premier rang	BBB-	BBB (faible)	SN
Atlantic Broadband			
Facilités de crédit de premier rang	BB	SN	B1

SN : sans notation

Notre capacité à avoir accès aux marchés des capitaux d'emprunt et aux marchés du crédit bancaire et le coût et l'ampleur du financement disponible dépendent en partie de la qualité de nos notations. Les obligations assorties d'une notation de catégorie BBB sont considérées comme étant de qualité supérieure, et leur coût de financement est généralement inférieur à celui des obligations assorties de la notation BB/B. De plus, les obligations assorties d'une notation BBB ont généralement un meilleur accès au financement que celles assorties de notations BB/B.

8.6 GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La direction a pour objectif de protéger la Société et ses filiales contre les risques économiques importants et la variabilité des résultats, et contre certains risques financiers, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque de marché qui sont décrits dans les états financiers consolidés annuels de la Société.

Risque de crédit

La Société est exposée au risque de crédit lié aux instruments financiers dérivés, à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et aux créances clients, dont l'exposition maximale est représentée par leur valeur comptable présentée dans les états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière.

La Société atténue le risque de crédit lié aux instruments financiers dérivés en concluant des transactions avec des institutions financières dont la notation est égale ou supérieure à sa propre notation. Au 28 février 2021, la direction est d'avis que ce risque de crédit était minimal, étant donné que la notation la plus faible des contreparties à ces conventions est de « A » selon les services de notation de Standard & Poor's (« S&P »).

Les équivalents de trésorerie comprennent principalement des placements à court terme très liquides comme des fonds de marché monétaire. La Société a déposé la trésorerie et les équivalents de trésorerie auprès d'institutions financières de bonne réputation, et la direction juge ainsi que le risque de perte est négligeable.

Pour réduire le risque de crédit relativement à ses créances clients, la Société assure un suivi constant de la situation financière de ses clients et examine le dossier de crédit et la solvabilité de chaque nouveau client important. La Société dispose de politiques en matière de crédit et a mis en place divers contrôles du crédit, notamment des vérifications de crédit, des avances et une facturation anticipée, et elle a établi des procédures afin de suspendre les services lorsque les clients ont atteint leur limite de crédit ou n'ont pas respecté les modalités de paiement établies. De plus, une grande partie des clients de la Société reçoivent leur facture et paient avant que les services ne soient rendus. La Société est d'avis que sa correction de valeur pour créances douteuses suffit à couvrir le risque de crédit connexe auquel elle est exposée. Puisque la clientèle de la Société est nombreuse et diversifiée et qu'elle est répartie dans ses territoires au Canada et aux États-Unis, la concentration du risque de crédit n'est pas considérable.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt relativement à ses instruments à taux variable. Les fluctuations des taux d'intérêt auront une incidence sur le remboursement de ces instruments. Au 28 février 2021, la totalité de la dette à long terme de la Société portait intérêt à taux fixe, à l'exception des montants prélevés aux termes de la facilité à terme renouvelable et des facilités de crédit de premier rang, lesquels sont assujettis à des taux d'intérêt variables.

Pour réduire le risque lié à ses instruments à taux variable et pour atténuer l'incidence des variations des taux d'intérêt, la filiale américaine de la Société a conclu des conventions de swaps de taux d'intérêt. Le tableau qui suit présente les swaps de taux d'intérêt en cours au 28 février 2021.

Type de couverture	Montant notionnel ⁽¹⁾	Taux d'intérêt reçu	Taux d'intérêt payé	Échéance	Élément couvert
Flux de trésorerie	770 millions \$ US	Taux de base LIBOR en dollars américains	2,017 % - 2,262 %	Janvier 2023 - novembre 2024	Emprunt à terme B garanti de premier rang

(1) Deux tranches d'un montant de 330 millions \$ US sont arrivées à échéance le 31 janvier 2021.

La sensibilité des charges financières annuelles de la Société à l'égard d'une augmentation de 1 % du taux d'intérêt applicable à la tranche non couverte de ces facilités représenterait une hausse d'approximativement 12,6 millions \$ en fonction de la dette et des conventions de swaps existantes au 28 février 2021.

Risque de change

La Société est exposée au risque de change en raison de l'intérêt lié à ses billets, débiteures et facilités de crédit libellés en dollars américains. L'incidence d'une hausse de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain en dollars canadiens ferait augmenter les charges financières annuelles d'approximativement 8,4 millions \$ en fonction de la dette et des conventions de swaps existantes au 28 février 2021.

De plus, l'investissement net de la Société dans sa filiale américaine donne lieu à une exposition au risque de change, en raison de la conversion de l'investissement net dans la monnaie fonctionnelle de la Société. Une tranche de l'investissement net de la Société dans sa filiale américaine est couverte par les billets garantis de premier rang de la Société, libellés en dollars américains, que la Société a désignés comme éléments de couverture de l'investissement net, alors qu'une autre tranche est couverte sur le plan économique par les facilités de crédit de premier rang de sa filiale, libellées en dollars américains.

Le taux de change utilisé pour convertir en dollars canadiens les montants des comptes de l'état consolidé de la situation financière libellés en dollars américains au 28 février 2021 était de 1,2685 \$ pour un dollar américain (1,3042 \$ au 31 août 2020). Une baisse de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain en dollars canadiens ferait baisser les autres éléments du résultat global d'approximativement 93 millions \$.

8.7 MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les taux moyens en vigueur au cours du trimestre et du semestre clos le 28 février 2021 utilisés pour la conversion des résultats d'exploitation du secteur des Services à large bande américains s'établissaient comme suit :

	Trimestres clos les				Semestres clos les			
	28 février 2021	29 février 2020	Variation	Variation	28 février 2021	29 février 2020	Variation	Variation
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Dollar américain par rapport au dollar canadien	1,2744	1,3182	(0,04)	(3,3)	1,2957	1,3203	(0,02)	(1,9)

Le tableau ci-dessous illustre l'incidence en dollars canadiens d'une variation de 0,02 \$ du dollar canadien par rapport au dollar américain sur les résultats d'exploitation sectoriels et consolidés de Cogeco Communications pour le semestre clos le 28 février 2021.

	Services à large bande canadiens	Services à large bande américains	Données consolidées ⁽¹⁾
	Incidence du taux de change	Incidence du taux de change	Incidence du taux de change
	\$	\$	\$
Semestre clos le 28 février 2021			
(en milliers de dollars canadiens)			
Produits	—	(10 768)	(10 768)
Charges d'exploitation	(265)	(5 801)	(6 066)
Honoraires de gestion – Cogeco inc.			—
BAIIA ajusté	265	(4 967)	(4 702)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(904)	(2 190)	(3 094)
Flux de trésorerie disponibles			(684)

(1) Les résultats consolidés ne correspondent pas à l'addition des résultats des secteurs opérationnels, car les données sur les activités du siège social et les éliminations ne sont pas présentées.

9. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière (le « CIIF ») est un processus conçu de façon à fournir une assurance raisonnable, mais non absolue, relativement à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers à des fins de publication selon les normes IFRS. Le président et chef de la direction et le premier vice-président et chef de la direction financière, conjointement avec la direction, sont responsables d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information adéquats (« CPCI ») et du CIIF, comme il est défini dans le Règlement 52-109. Le cadre de contrôle interne de Cogeco Communications est fondé sur les critères publiés dans la version mise à jour du rapport intitulé Internal Control Integrated Framework du Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission publiée en mai 2013.

Le 1^{er} septembre 2020, la filiale de la Société, Atlantic Broadband, a mis en œuvre un nouveau système financier. De plus, un nouveau système de gestion du capital humain a été mis en œuvre le 1^{er} janvier 2021 par la Société et ses filiales. Ces mises en œuvre ont donné lieu à des changements aux contrôles internes à l'égard de l'information financière pour le trimestre et le semestre clos le 28 février 2021.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière, de concert avec la direction, ont évalué la conception des CPCI et du CIIF de la Société au 28 février 2021 et ont conclu que ces derniers étaient adéquats.

10. INCERTITUDES ET PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUE

Une description détaillée des incertitudes et des principaux facteurs de risque auxquels est exposée Cogeco Communications figure dans le rapport annuel de 2020, disponible aux adresses www.sedar.com et corpo.cogeco.com. La mise à jour qui suit devrait être lue en parallèle avec les incertitudes et les principaux facteurs de risque décrits dans le rapport annuel de 2020, qui sont par les présentes intégrés par renvoi.

Incidence possible de la nouvelle administration américaine sur nos activités

Il est entendu que l'administration américaine nouvellement élue a l'intention d'augmenter le taux d'imposition des sociétés et d'ajouter possiblement un impôt minimal sur le bénéfice comptable des sociétés. Si ces changements devaient être mis en œuvre, la Société engagerait une charge d'impôts différés non récurrente sans effet sur la trésorerie à la réévaluation des passifs d'impôts différés, et ses charges d'impôts et ses sorties de trésorerie au titre de l'impôt augmenteraient dans le futur.

En ce qui a trait aux changements réglementaires dans notre secteur, le 31 mars 2021, le président Biden des États-Unis a présenté un plan d'infrastructure qui pourrait se traduire par un resserrement de la réglementation des services à large bande, sous réserve de l'approbation du Congrès et de la Federal Communications Commission.

11. MÉTHODES COMPTABLES

11.1 ADOPTION DE NOUVELLES NORMES, MODIFICATIONS AUX NORMES ET INTERPRÉTATIONS COMPTABLES

Modifications d'IFRS 3

En octobre 2018, l'IASB a modifié IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, pour clarifier la définition d'une entreprise afin d'aider les entités à déterminer si une transaction devrait être comptabilisée à titre de regroupement d'entreprises ou d'acquisition d'actifs. La Société a adopté ces modifications avec prise d'effet le 1^{er} septembre 2020 et celles-ci n'ont eu aucune incidence sur les états financiers consolidés. Les répercussions de ces modifications, le cas échéant, dépendront des faits et circonstances liés à toute acquisition future et ces modifications pourraient avoir une incidence sur la décision de comptabiliser ces acquisitions futures comme des regroupements d'entreprises ou des acquisitions d'actifs, ainsi que sur la répartition du prix d'achat entre les actifs nets identifiables acquis et le goodwill.

11.2 NOUVELLES NORMES, MODIFICATIONS AUX NORMES ET INTERPRÉTATIONS COMPTABLES PUBLIÉES MAIS NON ENCORE ENTRÉES EN VIGUEUR

Modification d'IAS 1

En février 2021, l'IASB a modifié IAS 1, *Présentation des états financiers*, pour exiger que les entités fournissent des informations sur leurs méthodes comptables significatives plutôt que sur leurs principales méthodes comptables. D'autres modifications d'IAS 1 expliquent la manière dont une entité peut identifier une méthode comptable significative. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023, mais une application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'étendue de l'incidence sur l'information présentée dans ses états financiers consolidés.

12. MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX NORMES IFRS

Cette rubrique décrit les mesures financières non conformes aux normes IFRS qu'utilise Cogeco Communications tout au long de ce rapport de gestion. Ces mesures financières sont examinées dans le cadre de l'évaluation du rendement de la Société et elles sont utilisées dans le cadre du processus décisionnel à l'égard de nos unités d'affaires. Le rapprochement entre les « flux de trésorerie disponibles », le « BAIIA ajusté », la « marge du BAIIA ajusté » et l'« intensité du capital » et les mesures financières les plus comparables conformes aux normes IFRS est également présenté. Ces mesures financières n'ont pas de définition normalisée prescrite par les normes IFRS et elles peuvent donc ne pas être comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Le présent rapport de gestion présente également des indicateurs de rendement clés sur la base d'un taux de change constant, y compris les produits, le « BAIIA ajusté », les acquisitions d'immobilisations corporelles et les « flux de trésorerie disponibles ». Les mesures sur la base d'un taux de change constant sont considérées comme des mesures financières non conformes aux normes IFRS et n'ont pas de définition normalisée selon les normes IFRS; par conséquent, elles peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables présentées par d'autres sociétés.

Mesures financières non conformes aux normes IFRS	Utilisation	Calcul	Mesures financières les plus comparables conformes aux normes IFRS
BAlIA ajusté et marge du BAlIA ajusté	Le BAlIA ajusté et la marge du BAlIA ajusté sont des mesures clés couramment présentées et utilisées dans le secteur des télécommunications, puisqu'ils permettent d'établir une comparaison entre des sociétés dont la structure du capital diffère et qu'ils constituent des mesures plus actuelles, celles-ci ne comprenant pas les investissements passés dans les actifs. Le BAlIA ajusté compte parmi les mesures clés utilisées par les milieux financiers pour évaluer une entreprise et sa santé financière. Le BAlIA ajusté des unités d'affaires de Cogeco Communications correspond au bénéfice sectoriel (à la perte sectorielle) présenté à la note 4 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.	BAlIA ajusté : – bénéfice de la période; Ajouter : – impôts sur le résultat; – charges financières; – amortissements; – frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition.	Bénéfice de la période
		Marge du BAlIA ajusté : – BAlIA ajusté; Diviser par : – produits.	Aucune mesure financière comparable conforme aux normes IFRS
Flux de trésorerie disponibles	La direction et les investisseurs utilisent les flux de trésorerie disponibles pour mesurer la capacité de Cogeco Communications à rembourser sa dette, à distribuer des capitaux à ses actionnaires et à financer sa croissance.	Flux de trésorerie disponibles : – BAlIA ajusté; Ajouter : – amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme; – paiement fondé sur des actions; – perte (profit) sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles; – charge au titre des régimes à prestations définies, déduction faite des cotisations; Déduire : – frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition; – charges financières⁽¹⁾; – impôts exigibles; – acquisitions d'immobilisations corporelles⁽²⁾; - et – remboursement des obligations locatives.	Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation
Sur la base d'un taux de change constant	Les produits, les charges d'exploitation, le BAlIA ajusté, les acquisitions d'immobilisations corporelles et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures présentées sur la base d'un taux de change constant afin de permettre une meilleure compréhension de la performance financière sous-jacente de la Société, en excluant l'incidence des variations des taux de change.	Les données sur la base d'un taux de change constant sont obtenues en convertissant les résultats financiers des périodes considérées libellés en dollars américains aux taux de change en vigueur pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.	Aucune mesure financière comparable conforme aux normes IFRS
Intensité du capital	La direction de Cogeco Communications et les investisseurs utilisent l'intensité du capital afin d'évaluer les dépenses d'investissement engagées par la Société pour maintenir un certain niveau de produits.	Intensité du capital : – acquisitions d'immobilisations corporelles⁽²⁾; Diviser par : – produits.	Aucune mesure financière comparable conforme aux normes IFRS

(1) Exclut le profit sans effet sur la trésorerie lié à une modification de la dette de 22,9 millions \$ comptabilisé au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2020.

(2) Exclut l'acquisition sans effet sur la trésorerie d'actifs au titre de droits d'utilisation et les achats de licences de spectre.

12.1 RAPPROCHEMENT DU BAIIA AJUSTÉ ET DE LA MARGE DU BAIIA AJUSTÉ

Le rapprochement entre le BAIIA ajusté et la mesure financière la plus comparable conforme aux normes IFRS, ainsi que le calcul de la marge du BAIIA ajusté, se présentent comme suit :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	28 février 2021	29 février 2020	28 février 2021	29 février 2020
<i>(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	\$	\$
Bénéfice de la période	110 559	114 011	225 455	203 719
Impôts sur le résultat	35 412	23 501	70 934	53 432
Charges financières	31 839	12 165	67 049	51 435
Amortissements	126 854	122 237	251 104	245 372
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	2 330	5 458	3 545	5 519
BAIIA ajusté	306 994	277 372	618 087	559 477
Produits	634 548	586 467	1 253 461	1 173 294
Marge du BAIIA ajusté	48,4 %	47,3 %	49,3 %	47,7 %

12.2 RAPPROCHEMENT DES FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

Le rapprochement entre les flux de trésorerie disponibles et la mesure financière la plus comparable conforme aux normes IFRS se présente comme suit :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	28 février 2021	29 février 2020	28 février 2021	29 février 2020
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	231 166	231 653	472 891	380 845
Amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme	2 323	2 239	4 601	4 776
Variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie	19 953	(5 391)	25 315	75 822
Impôts sur le résultat payés	16 529	17 814	58 310	33 966
Impôts exigibles	(18 373)	(4 477)	(38 235)	(28 074)
Intérêts payés	39 278	30 341	61 130	69 456
Charges financières ⁽¹⁾	(31 839)	(35 063)	(67 049)	(74 333)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(115 214)	(110 840)	(231 436)	(232 142)
Remboursement des obligations locatives	(1 055)	(1 214)	(2 143)	(2 410)
Flux de trésorerie disponibles	142 768	125 062	283 384	227 906

(1) Exclut le profit sans effet sur la trésorerie lié à une modification de la dette de 22,9 millions \$ comptabilisé au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2020.

12.3 RAPPROCHEMENT DE L'INTENSITÉ DU CAPITAL

Le calcul de l'intensité du capital se présente comme suit :

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	28 février 2021	29 février 2020	28 février 2021	29 février 2020
<i>(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)</i>	\$	\$	\$	\$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	115 214	110 840	231 436	232 142
Produits	634 548	586 467	1 253 461	1 173 294
Intensité du capital	18,2 %	18,9 %	18,5 %	19,8 %

13. RENSEIGNEMENTS FINANCIERS TRIMESTRIELS SUPPLÉMENTAIRES

Trimestres clos	Exercice 2021		31 août 2020	31 mai 2020	Exercice 2020		Exercice 2019	
	28 février 2021	30 novembre 2020			29 février 2020	30 novembre 2019	31 août 2019	31 mai 2019
(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages et les données par action)	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Opérations								
Produits	634 548	618 913	605 168	605 821	586 467	586 827	583 673	587 345
BAlIA ajusté	306 994	311 093	294 535	294 717	277 372	282 105	275 610	283 927
Marge du BAlIA ajusté	48,4 %	50,3 %	48,7 %	48,6 %	47,3 %	48,1 %	47,2 %	48,3 %
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	2 330	1 215	3 955	12	5 458	61	712	1 003
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies	110 559	114 896	96 148	96 724	114 011	89 708	92 403	99 571
Bénéfice de la période lié aux activités abandonnées	—	—	—	—	—	—	1 920	82 451
Bénéfice de la période	110 559	114 896	96 148	96 724	114 011	89 708	94 323	182 022
Bénéfice de la période lié aux activités poursuivies attribuable aux propriétaires de la Société	102 936	106 679	90 834	90 771	109 391	84 178	87 850	96 613
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	102 936	106 679	90 834	90 771	109 391	84 178	89 770	179 064
Flux de trésorerie								
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	231 166	241 725	254 745	282 229	231 653	149 192	304 702	265 551
Acquisitions d'immobilisations corporelles	115 214	116 222	128 195	123 653	110 840	121 302	145 099	96 116
Flux de trésorerie disponibles ⁽¹⁾	142 768	140 616	111 372	116 158	125 062	102 844	84 250	136 999
Intensité du capital	18,2 %	18,8 %	21,2 %	20,4 %	18,9 %	20,7 %	24,9 %	16,4 %
Données par action⁽²⁾								
Bénéfice par action								
De base								
Lié aux activités poursuivies	2,16	2,24	1,90	1,89	2,24	1,71	1,78	1,96
Lié aux activités abandonnées	—	—	—	—	—	—	0,04	1,67
Lié aux activités poursuivies et abandonnées	2,16	2,24	1,90	1,89	2,24	1,71	1,82	3,62
Dilué								
Lié aux activités poursuivies	2,14	2,22	1,88	1,87	2,22	1,70	1,77	1,94
Lié aux activités abandonnées	—	—	—	—	—	—	0,04	1,65
Lié aux activités poursuivies et abandonnées	2,14	2,22	1,88	1,87	2,22	1,70	1,80	3,59
Dividendes par action	0,64	0,64	0,58	0,58	0,58	0,58	0,525	0,525

(1) Excluent le profit sans effet sur la trésorerie lié à une modification de la dette de 22,9 millions \$ comptabilisé au deuxième trimestre de l'exercice 2020.

(2) Par action à droits de vote multiples et action subalterne à droit de vote.

13.1 SAISONNALITÉ

Les résultats d'exploitation de Cogeco Communications ne sont généralement pas soumis à des variations saisonnières importantes, à l'exception de ce qui suit. Pour ce qui est des secteurs des Services à large bande canadiens et américains, le nombre de clients des services Internet et de vidéo est généralement plus faible au second semestre d'un exercice en raison de la diminution de l'activité économique liée au début de la période des vacances et de la fin de la saison de télévision ainsi que du fait que les étudiants quittent les campus à la fin de l'année scolaire. Cogeco Communications offre ses services dans plusieurs villes comptant des établissements d'enseignement. En ce qui concerne le secteur des Services à large bande américains, certaines régions sont également assujetties à des variations saisonnières en hiver et en été.



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Trimestre et semestre clos le 28 février 2021

COGECO COMMUNICATIONS INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DU RÉSULTAT
(non audité)

		Trimestres clos les		Semestres clos les	
	Notes	28 février 2021	29 février 2020	28 février 2021	29 février 2020
		\$	\$	\$	\$
<i>(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)</i>					
Produits	3	634 548	586 467	1 253 461	1 173 294
Charges d'exploitation	6	321 701	303 441	623 669	602 773
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	16	5 853	5 654	11 705	11 044
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	4	2 330	5 458	3 545	5 519
Amortissements	7	126 854	122 237	251 104	245 372
Charges financières	8	31 839	12 165	67 049	51 435
Bénéfice avant impôts sur le résultat		145 971	137 512	296 389	257 151
Impôts sur le résultat	9	35 412	23 501	70 934	53 432
Bénéfice de la période		110 559	114 011	225 455	203 719
Bénéfice de la période attribuable aux :					
Propriétaires de la Société		102 936	109 391	209 615	193 569
Participations ne donnant pas le contrôle		7 623	4 620	15 840	10 150
		110 559	114 011	225 455	203 719
Bénéfice par action					
De base	10	2,16	2,24	4,39	3,95
Dilué	10	2,14	2,22	4,36	3,91

COGECO COMMUNICATIONS INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DU RÉSULTAT GLOBAL
(non audité)

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	28 février 2021	29 février 2020	28 février 2021	29 février 2020
(en milliers de dollars canadiens)	\$	\$	\$	\$
Bénéfice de la période	110 559	114 011	225 455	203 719
Autres éléments du résultat global				
Éléments devant être ultérieurement reclassés en résultat net				
<i>Ajustements au titre de la couverture des flux de trésorerie</i>				
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture	11 781	(24 958)	20 173	(9 829)
Impôts sur le résultat connexes	(3 122)	6 589	(5 345)	2 604
	8 659	(18 369)	14 828	(7 225)
<i>Ajustements au titre de l'écart de change</i>				
Écarts de change nets à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger	(40 844)	19 538	(52 400)	18 869
Variation nette à la conversion de la dette à long terme désignée comme élément de couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger	10 920	(5 458)	13 923	(5 224)
Impôts sur le résultat connexes	112	(68)	137	(68)
	(29 812)	14 012	(38 340)	13 577
	(21 153)	(4 357)	(23 512)	6 352
Éléments ne devant pas être ultérieurement reclassés en résultat net				
<i>Ajustements actuariels sur les régimes à prestations définies</i>				
Réévaluation du passif ou de l'actif net au titre des régimes à prestations définies	2 801	(3 505)	5 520	(32)
Impôts sur le résultat connexes	(742)	928	(1 463)	8
	2 059	(2 577)	4 057	(24)
	(19 094)	(6 934)	(19 455)	6 328
Résultat global de la période	91 465	107 077	206 000	210 047
Résultat global de la période attribuable aux :				
Propriétaires de la Société	92 126	98 502	200 796	196 078
Participations ne donnant pas le contrôle	(661)	8 575	5 204	13 969
	91 465	107 077	206 000	210 047

COGECO COMMUNICATIONS INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
(non audité)

	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société					Total des capitaux propres
	Capital social	Réserve au titre de paiements fondés sur des actions	Cumul des autres éléments du résultat global	Bénéfices non distribués	Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>	\$	\$	\$	\$	\$	\$
	(Note 12)		(Note 13)			
Solde au 31 août 2019	1 023 390	13 526	31 028	1 131 845	359 689	2 559 478
Bénéfice de la période	—	—	—	193 569	10 150	203 719
Autres éléments du résultat global de la période	—	—	2 533	(24)	3 819	6 328
Résultat global de la période	—	—	2 533	193 545	13 969	210 047
Émission d'actions subalternes à droit de vote en vertu du régime d'options sur actions	5 344	—	—	—	—	5 344
Paiement fondé sur des actions (Notes 12 D) et 16)	—	3 286	—	—	—	3 286
Paiement fondé sur des actions comptabilisé précédemment à la réserve au titre de paiements fondés sur des actions pour les options exercées	843	(843)	—	—	—	—
Dividendes (Note 12 C))	—	—	—	(56 801)	—	(56 801)
Rachat d'actions subalternes à droit de vote à des fins d'annulation	(22 236)	—	—	(64 241)	—	(86 477)
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	(5 643)	—	—	—	—	(5 643)
Distribution aux employés d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	3 671	(2 958)	—	(713)	—	—
Total des distributions aux actionnaires	(18 021)	(515)	—	(121 755)	—	(140 291)
Solde au 29 février 2020	1 005 369	13 011	33 561	1 203 635	373 658	2 629 234
Solde au 31 août 2020	984 963	16 347	(7 117)	1 274 053	373 504	2 641 750
Bénéfice de la période	—	—	—	209 615	15 840	225 455
Autres éléments du résultat global de la période	—	—	(12 876)	4 057	(10 636)	(19 455)
Résultat global de la période	—	—	(12 876)	213 672	5 204	206 000
Émission d'actions subalternes à droit de vote en vertu du régime d'options sur actions	1 437	—	—	—	—	1 437
Paiement fondé sur des actions (Notes 12 D) et 16)	—	2 710	—	—	—	2 710
Paiement fondé sur des actions comptabilisé précédemment à la réserve au titre de paiements fondés sur des actions pour les options exercées	229	(229)	—	—	—	—
Dividendes (Note 12 C))	—	—	—	(61 025)	—	(61 025)
Rachat d'actions subalternes à droit de vote à des fins d'annulation	(9 211)	—	—	(27 314)	—	(36 525)
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	(4 439)	—	—	—	—	(4 439)
Distribution aux employés d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	4 957	(4 799)	—	(158)	—	—
Total des distributions aux actionnaires	(7 027)	(2 318)	—	(88 497)	—	(97 842)
Solde au 28 février 2021	977 936	14 029	(19 993)	1 399 228	378 708	2 749 908

COGECO COMMUNICATIONS INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(non audité)

	Notes	28 février 2021	31 août 2020
<i>(en milliers de dollars canadiens)</i>		\$	\$
Actif			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14 B)	266 173	366 497
Créances clients et autres débiteurs		110 733	83 013
Impôts sur le résultat à recevoir		3 270	3 283
Charges payées d'avance et autres		40 335	29 266
Instruments financiers dérivés		1 853	—
		422 364	482 059
Actifs non courants			
Autres actifs		44 913	45 109
Immobilisations corporelles		2 299 459	2 088 930
Immobilisations incorporelles		2 768 626	2 800 401
Goodwill		1 481 783	1 381 024
Actifs d'impôts différés		3 781	6 674
		7 020 926	6 804 197
Passif et capitaux propres			
Passif			
Passifs courants			
Endettement bancaire		—	7 610
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		236 326	211 052
Provisions		37 367	33 864
Passifs d'impôts sur le résultat		19 620	39 897
Passifs sur contrat et autres passifs		53 175	47 162
Instruments financiers dérivés		—	3 834
Tranche courante de la dette à long terme	11	227 051	29 569
		573 539	372 988
Passifs non courants			
Dette à long terme	11	2 990 386	3 087 033
Instruments financiers dérivés		50 825	67 375
Passifs sur contrat et autres passifs		9 913	10 965
Passifs relatifs aux régimes de retraite et avantages du personnel		8 108	13 490
Passifs d'impôts différés		638 247	610 596
		4 271 018	4 162 447
Capitaux propres			
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société			
Capital social	12 B)	977 936	984 963
Réserve au titre de paiements fondés sur des actions		14 029	16 347
Cumul des autres éléments du résultat global	13	(19 993)	(7 117)
Bénéfices non distribués		1 399 228	1 274 053
		2 371 200	2 268 246
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		378 708	373 504
		2 749 908	2 641 750
		7 020 926	6 804 197

Éventualités (Note 17)

Événements postérieurs à la date de clôture (Note 18)

COGECO COMMUNICATIONS INC.
TABLEAUX CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES FLUX DE TRÉSORERIE
(non audité)

		Trimestres clos les		Semestres clos les	
	Notes	28 février 2021	29 février 2020	28 février 2021	29 février 2020
(en milliers de dollars canadiens)		\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Bénéfice de la période		110 559	114 011	225 455	203 719
Ajustements au titre des éléments suivants :					
Amortissements	7	126 854	122 237	251 104	245 372
Charges financières	8	31 839	12 165	67 049	51 435
Impôts sur le résultat	9	35 412	23 501	70 934	53 432
Paiement fondé sur des actions		2 871	1 815	3 754	3 957
Perte sur cessions et radiations d'immobilisations corporelles		737	261	256	1 255
Cotisations au titre des régimes à prestations définies, déduction faite de la charge		(1 346)	427	(906)	919
		306 926	274 417	617 646	560 089
Variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie	14 A)	(19 953)	5 391	(25 315)	(75 822)
Intérêts payés		(39 278)	(30 341)	(61 130)	(69 456)
Impôts sur le résultat payés		(16 529)	(17 814)	(58 310)	(33 966)
		231 166	231 653	472 891	380 845
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Acquisitions d'immobilisations corporelles		(115 214)	(110 840)	(231 436)	(232 142)
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	5	(384 296)	—	(394 296)	—
Produit de cessions d'immobilisations corporelles		836	1 694	1 824	1 879
		(498 674)	(109 146)	(623 908)	(230 263)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Diminution de l'endettement bancaire		—	(11 172)	(7 610)	—
Augmentation nette des facilités renouvelables		180 512	—	180 512	—
Remboursement des billets, des débentures et des facilités de crédit		(5 400)	(52 096)	(10 954)	(57 744)
Remboursement des obligations locatives		(1 055)	(1 214)	(2 143)	(2 410)
Remboursement du solde à payer relativement à des regroupements d'entreprises		—	—	(1 258)	(3 228)
Augmentation des coûts de transaction différés		—	(522)	—	(522)
Émission d'actions subalternes à droit de vote	12 B)	1 165	849	1 437	5 344
Rachat d'actions subalternes à droit de vote à des fins d'annulation	12 B)	(35 046)	(70 787)	(36 525)	(86 477)
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	12 B)	—	—	(4 439)	(5 643)
Dividendes versés	12 C)	(30 481)	(28 280)	(61 025)	(56 801)
		109 695	(163 222)	57 995	(207 481)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés dans une monnaie étrangère					
		(4 996)	2 191	(7 302)	2 290
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début		428 982	540 419	366 497	556 504
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin		266 173	501 895	266 173	501 895

NATURE DES ACTIVITÉS

Cogeco Communications inc. (« Cogeco Communications » ou la « Société ») est une société de communications qui exerce ses activités au Canada sous le nom Cogeco Connexion au Québec et en Ontario, et aux États-Unis sous la marque Atlantic Broadband (dans 11 États longeant la côte Est, du Maine jusqu'en Floride). Cogeco Communications fournit à sa clientèle résidentielle et d'affaires des services Internet, de vidéo et de téléphonie au moyen de ses réseaux de fibre bidirectionnels à large bande.

La Société est une filiale de Cogeco inc. (« Cogeco »), qui détenait 33 % des actions de participation de la Société au 28 février 2021, représentant 83 % des votes liés aux actions à droit de vote de la Société. Cogeco Communications est une société ouverte canadienne dont les actions subalternes à droit de vote sont inscrites à la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole « CCA ».

Le siège social de la Société est situé au 1, Place Ville Marie, bureau 3301, Montréal (Québec) H3B 3N2.

1. BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et ne comprennent pas toute l'information qui doit être présentée dans les états financiers annuels. Certains renseignements et informations à fournir par voie de note qui figurent normalement dans des états financiers annuels n'ont pas été présentés ou sont résumés lorsqu'ils ne sont pas considérés comme essentiels à la compréhension de l'information financière intermédiaire de la Société. Par conséquent, les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels de 2020.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables et méthodes de calcul que celles suivies par la Société dans ses états financiers consolidés annuels de 2020. Les méthodes comptables ont été appliquées systématiquement à travers toutes les périodes présentées dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés. Certains montants comparatifs présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été reclassés pour que leur présentation soit conforme à celle des états financiers consolidés de l'exercice 2021.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés sur une base de continuité d'exploitation en utilisant le coût historique, sauf pour les instruments financiers et les instruments financiers dérivés, les accords de paiement fondé sur des actions réglés en trésorerie et les actifs des régimes de retraite qui ont été comptabilisés à la juste valeur, et pour les obligations au titre des prestations définies et les provisions, qui ont été comptabilisées à la valeur actualisée.

L'information financière est présentée en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Société.

Les résultats d'exploitation pour la période intermédiaire ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats d'exploitation pour l'ensemble de l'exercice. La Société ne s'attend pas à ce que la nature saisonnière de ses activités soit un facteur significatif sur le plan des résultats trimestriels, hormis le fait que le nombre de clients du service Internet et du service de vidéo est généralement plus faible au second semestre de l'exercice en raison de la diminution de l'activité économique liée au début de la période des vacances, à la fin de la saison de télévision ainsi que du fait que les étudiants quittent les campus à la fin de l'année scolaire. Cogeco Communications offre ses services dans plusieurs villes comptant des établissements d'enseignement. En ce qui concerne le secteur des Services à large bande américains, certaines régions sont également assujetties à des variations saisonnières en hiver et en été.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société lors de la réunion tenue le 13 avril 2021.

2. DÉVELOPPEMENTS EN MATIÈRE DE MÉTHODES COMPTABLES

A) ADOPTION DE NOUVELLES NORMES, MODIFICATIONS AUX NORMES ET INTERPRÉTATIONS COMPTABLES

Modification d'IFRS 3

En octobre 2018, l'IASB a modifié IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*, pour clarifier la définition d'une entreprise afin d'aider les entités à déterminer si une transaction devrait être comptabilisée à titre de regroupement d'entreprises ou d'acquisition d'actifs. La Société a adopté ces modifications avec prise d'effet le 1^{er} septembre 2020, et celles-ci n'ont eu aucune incidence sur les états financiers consolidés. Les répercussions de ces modifications, le cas échéant, dépendront des faits et circonstances liés à toute acquisition future, et ces modifications pourraient avoir une incidence sur la décision de comptabiliser ces acquisitions futures comme des regroupements d'entreprises ou des acquisitions d'actifs, ainsi que sur la répartition du prix d'achat entre les actifs nets identifiables acquis et le goodwill.

B) NOUVELLES NORMES, MODIFICATIONS AUX NORMES ET INTERPRÉTATIONS COMPTABLES PUBLIÉES MAIS NON ENCORE ENTRÉES EN VIGUEUR

Modification d'IAS 1

En février 2021, l'IASB a modifié IAS 1, *Présentation des états financiers*, pour exiger que les entités fournissent des informations sur leurs méthodes comptables significatives plutôt que sur leurs principales méthodes comptables. D'autres modifications d'IAS 1 expliquent la manière dont une entité peut identifier une méthode comptable significative. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023, mais une application anticipée est permise. La Société évalue actuellement l'étendue de l'incidence sur l'information présentée dans ses états financiers consolidés.

3. PRODUITS

	Trimestres clos les					
	Services à large bande canadiens		Services à large bande américains		Consolidé	
	28 février 2021	29 février 2020	28 février 2021	29 février 2020	28 février 2021	29 février 2020
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Résidentiels ⁽¹⁾	317 947	288 338	242 145	224 689	560 092	513 027
Commerciaux	36 648	33 434	33 453	32 222	70 101	65 656
Autres	307	449	4 048	7 335	4 355	7 784
	354 902	322 221	279 646	264 246	634 548	586 467

(1) Comprennent les produits de la clientèle résidentielle des services Internet, de vidéo et de téléphonie, ainsi que de la clientèle résidentielle de gros et en provenance des revendeurs Internet.

	Semestres clos les					
	Services à large bande canadiens		Services à large bande américains		Consolidé	
	28 février 2021	29 février 2020	28 février 2021	29 février 2020	28 février 2021	29 février 2020
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Résidentiels ⁽¹⁾	611 373	575 092	491 010	452 003	1 102 383	1 027 095
Commerciaux	70 665	67 397	67 870	64 222	138 535	131 619
Autres	873	539	11 670	14 041	12 543	14 580
	682 911	643 028	570 550	530 266	1 253 461	1 173 294

(1) Comprennent les produits de la clientèle résidentielle des services Internet, de vidéo et de téléphonie, ainsi que de la clientèle résidentielle de gros et en provenance des revendeurs Internet.

4. SECTEURS OPÉRATIONNELS

Le bénéfice sectoriel (la perte sectorielle) de la Société est présenté(e) en deux secteurs opérationnels : les Services à large bande canadiens et les Services à large bande américains. La structure d'information reflète la façon dont la Société gère les activités de l'entreprise afin de prendre des décisions concernant les ressources devant être affectées aux secteurs et d'évaluer leur performance.

Les secteurs des Services à large bande canadiens et américains fournissent, principalement à une clientèle résidentielle, une vaste gamme de services Internet, de vidéo et de téléphonie et fournissent des services d'affaires à l'intérieur de leurs zones de couverture. Les activités des Services à large bande canadiens sont exercées par Cogeco Connexion dans les provinces de Québec et de l'Ontario, tandis que les activités des Services à large bande américains sont exercées par Atlantic Broadband dans 11 États : le Connecticut, le Delaware, la Floride, le Maine, le Maryland, le New Hampshire, New York, la Pennsylvanie, la Caroline du Sud, la Virginie et la Virginie-Occidentale.

La Société et son principal décideur opérationnel évaluent le rendement de chaque secteur opérationnel selon son bénéfice sectoriel (sa perte sectorielle), qui correspond aux produits moins les charges d'exploitation. Les transactions entre les secteurs opérationnels sont évaluées à la valeur établie entre les parties.

La colonne intitulée « Activités du siège social et éliminations » comprend les activités du siège social et les éliminations de consolidation.

	Trimestre clos le 28 février 2021			
	Services à large bande canadiens	Services à large bande américains	Activités du siège social et éliminations	Consolidé
	\$	\$	\$	\$
Produits	354 902	279 646	—	634 548
Charges d'exploitation	165 194	150 117	6 390	321 701
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	—	—	5 853	5 853
Bénéfice sectoriel (perte sectorielle)	189 708	129 529	(12 243)	306 994
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition ⁽¹⁾				2 330
Amortissements				126 854
Charges financières				31 839
Bénéfice avant impôts sur le résultat				145 971
Impôts sur le résultat				35 412
Bénéfice de la période				110 559
Acquisitions d'immobilisations corporelles	57 454	57 559	201	115 214

(1) Comprennent principalement les coûts liés à l'acquisition et à l'intégration de DERYtelecom, dont l'acquisition a été conclue le 14 décembre 2020.

COGECO COMMUNICATIONS INC.

NOTES ANNEXES

28 février 2021

(non auditée)

(les données des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions ou d'unités et les données par action)

Trimestre clos le 29 février 2020				
	Services à large bande canadiens	Services à large bande américains	Activités du siège social et éliminations	Consolidé
	\$	\$	\$	\$
Produits	322 221	264 246	—	586 467
Charges d'exploitation	151 856	145 030	6 555	303 441
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	—	—	5 654	5 654
Bénéfice sectoriel (perte sectorielle)	170 365	119 216	(12 209)	277 372
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition ⁽¹⁾				5 458
Amortissements				122 237
Charges financières				12 165
Bénéfice avant impôts sur le résultat				137 512
Impôts sur le résultat				23 501
Bénéfice de la période				114 011
Acquisitions d'immobilisations corporelles	65 761	44 948	131	110 840

(1) Comprennent principalement les coûts liés aux changements organisationnels apportés à l'échelle de la Société qui se sont traduits par une optimisation des coûts, ainsi que les coûts liés à l'acquisition et à l'intégration de Thames Valley Communications, dont l'acquisition a été conclue le 10 mars 2020.

Semestre clos le 28 février 2021				
	Services à large bande canadiens	Services à large bande américains	Activités du siège social et éliminations	Consolidé
	\$	\$	\$	\$
Produits	682 911	570 550	—	1 253 461
Charges d'exploitation	307 089	302 495	14 085	623 669
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	—	—	11 705	11 705
Bénéfice sectoriel (perte sectorielle)	375 822	268 055	(25 790)	618 087
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition ⁽¹⁾				3 545
Amortissements				251 104
Charges financières				67 049
Bénéfice avant impôts sur le résultat				296 389
Impôts sur le résultat				70 934
Bénéfice de la période				225 455
Acquisitions d'immobilisations corporelles	123 064	106 906	1 466	231 436

(1) Comprennent principalement les coûts liés à l'acquisition et à l'intégration de DERYtelecom, dont l'acquisition a été conclue le 14 décembre 2020.

Semestre clos le 29 février 2020				
	Services à large bande canadiens	Services à large bande américains	Activités du siège social et éliminations	Consolidé
	\$	\$	\$	\$
Produits	643 028	530 266	—	1 173 294
Charges d'exploitation	301 701	289 400	11 672	602 773
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	—	—	11 044	11 044
Bénéfice sectoriel (perte sectorielle)	341 327	240 866	(22 716)	559 477
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition ⁽¹⁾				5 519
Amortissements				245 372
Charges financières				51 435
Bénéfice avant impôts sur le résultat				257 151
Impôts sur le résultat				53 432
Bénéfice de la période				203 719
Acquisitions d'immobilisations corporelles	140 891	90 781	470	232 142

(1) Comprennent principalement les coûts liés aux changements organisationnels apportés à l'échelle de la Société qui se sont traduits par une optimisation des coûts, ainsi que les coûts liés à l'acquisition et à l'intégration de Thames Valley Communications, dont l'acquisition a été conclue le 10 mars 2020.

5. REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

Acquisition de DERYtelecom

Le 14 décembre 2020, la filiale de la Société, Cogeco Connexion, a conclu l'acquisition de DERYtelecom, le troisième câblodistributeur en importance au Québec, pour un prix d'achat de 403 millions \$, sous réserve des ajustements postérieurs à la clôture habituels. La transaction a été conclue essentiellement par l'achat d'actifs. Cette acquisition permet à Cogeco Connexion d'étendre ses activités dans plus de 200 municipalités du Québec et d'ajouter environ 100 000 clients. Le prix d'achat a été financé au moyen d'une combinaison de fonds en caisse et d'emprunts en vertu de la facilité à terme renouvelable de Cogeco Communications.

La Société évalue actuellement la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition, mais le processus d'évaluation de certains actifs reste à être finalisé. La répartition préliminaire du prix d'achat était fondée sur la juste valeur estimative des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition, laquelle est assujettie à des ajustements significatifs d'ici à ce que l'évaluation de la juste valeur soit terminée. Les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles et le goodwill sont les éléments qui sont principalement susceptibles de changer. La Société présentera sous sa forme définitive la répartition du prix d'achat au cours des prochains trimestres. L'ajustement final de la répartition du prix d'achat pourrait également avoir une incidence sur la dotation aux amortissements et sur la charge d'impôts comptabilisées depuis la comptabilisation initiale de l'acquisition de DERYtelecom.

Le tableau suivant présente la répartition préliminaire du prix d'achat fondée sur la juste valeur estimative des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition.

	Au 28 février 2021
	Préliminaire
	\$
Prix d'achat	
Contrepartie versée	403 000
Ajustements préliminaires du fonds de roulement	(8 500)
	394 500
Actifs nets acquis	
Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis	204
Créances clients et autres débiteurs	5 093
Charges payées d'avance et autres	1 456
Immobilisations corporelles	235 001
Immobilisations incorporelles	41 350
Goodwill	138 320
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	(17 358)
Provisions	(1 657)
Passifs sur contrat et autres passifs	(6 615)
Dettes à long terme	(1 294)
	394 500

Le montant du goodwill, qui devrait être essentiellement déductible aux fins de l'impôt, est surtout attribuable à la croissance prévue dans les services résidentiels et commerciaux, ainsi qu'à l'expertise de la main-d'œuvre. Étant donné que la transaction a été conclue essentiellement par l'achat d'actifs, le goodwill est également attribuable à la réalisation des avantages d'impôts prévus.

Dans le cadre de cette acquisition, la Société a engagé des frais connexes à l'acquisition de 2,9 millions \$ qui ont été comptabilisés au poste Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition de l'état consolidé du résultat de la Société.

Au cours du trimestre et du semestre clos le 28 février 2021, la Société a comptabilisé des produits de 23,3 millions \$ relativement aux activités générées par l'acquisition de DERYtelecom. Les résultats d'exploitation de DERYtelecom sont présentés dans le secteur opérationnel Services à large bande canadiens.

Si le regroupement d'entreprises avait pris effet le 1^{er} septembre 2020, les produits consolidés de la Société se seraient élevés à 1,284 milliard \$ pour le semestre clos le 28 février 2021. La direction estime que ces informations supplémentaires pro forma représentent une mesure approximative de la performance de l'entreprise regroupée et qu'elles fournissent un point de référence aux fins de comparaison avec les résultats des périodes futures. Les informations supplémentaires pro forma reposent sur des estimations et des hypothèses qui sont jugées raisonnables par la direction.

6. CHARGES D'EXPLOITATION

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	28 février 2021	29 février 2020	28 février 2021	29 février 2020
	\$	\$	\$	\$
Salaires, avantages du personnel et services impartis	99 095	92 477	190 922	183 742
Coûts de prestations de service	173 348	163 518	339 312	326 013
Coûts liés aux clients	20 818	22 631	40 425	44 638
Autres achats externes	28 440	24 815	53 010	48 380
	321 701	303 441	623 669	602 773

7. AMORTISSEMENTS

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	28 février 2021	29 février 2020	28 février 2021	29 février 2020
	\$	\$	\$	\$
Amortissement des immobilisations corporelles ⁽¹⁾	117 193	107 971	226 608	216 798
Amortissement des immobilisations incorporelles	9 661	14 266	24 496	28 574
	126 854	122 237	251 104	245 372

(1) Comprend l'amortissement d'actifs au titre de droits d'utilisation de 1,4 million \$ et de 3,0 millions \$ pour le trimestre et le semestre de l'exercice 2021 (1,6 million et 3,3 millions \$ en 2020).

8. CHARGES FINANCIÈRES

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	28 février 2021	29 février 2020	28 février 2021	29 février 2020
	\$	\$	\$	\$
Intérêts sur la dette à long terme, excluant les intérêts sur les obligations locatives	32 081	38 968	65 406	79 047
Intérêts sur les obligations locatives	324	378	662	759
Profit lié à une modification de la dette ⁽¹⁾	—	(22 898)	—	(22 898)
(Profit net) perte nette de change	(1 483)	11	(677)	31
Amortissement des coûts de transaction différés	185	211	396	675
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif	(41)	(142)	(91)	(293)
Autres	773	(4 363)	1 353	(5 886)
	31 839	12 165	67 049	51 435

(1) Le 3 février 2020, la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang a été modifiée; la principale modification consiste en une réduction du taux d'intérêt de 0,25 %. Par conséquent, la Société a comptabilisé un profit lié à une modification de la dette de 22,9 millions \$ pour l'exercice 2020.

9. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	28 février 2021	29 février 2020	28 février 2021	29 février 2020
	\$	\$	\$	\$
Exigibles	18 373	4 477	38 235	28 074
Différés	17 039	19 024	32 699	25 358
	35 412	23 501	70 934	53 432

Le tableau suivant présente le rapprochement entre la charge d'impôts sur le résultat selon les taux d'impôts sur le résultat fédéral et provinciaux prévus par la loi du Canada et la charge d'impôts sur le résultat consolidé.

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	28 février 2021	29 février 2020	28 février 2021	29 février 2020
	\$	\$	\$	\$
Bénéfice avant impôts sur le résultat	145 971	137 512	296 389	257 151
Taux d'imposition combiné canadien	26,5 %	26,5 %	26,5 %	26,5 %
Impôts sur le résultat au taux d'imposition combiné canadien	38 682	36 441	78 543	68 145
Écart des taux d'imposition prévus par la loi applicables aux opérations	1 135	300	1 766	1 007
Incidence sur les impôts sur le résultat découlant des dépenses non déductibles et des bénéfices non imposables	215	(916)	329	(1 145)
Incidences fiscales provenant des établissements à l'étranger	(4 892)	(6 103)	(10 035)	(12 613)
Autres	272	(6 221)	331	(1 962)
Impôts sur le résultat au taux d'impôt effectif	35 412	23 501	70 934	53 432
Taux d'impôt effectif	24,3 %	17,1 %	23,9 %	20,8 %

10. BÉNÉFICE PAR ACTION

Le tableau suivant présente les composantes utilisées dans le calcul du bénéfice de base par action et du bénéfice dilué par action.

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	28 février 2021	29 février 2020	28 février 2021	29 février 2020
	\$	\$	\$	\$
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	102 936	109 391	209 615	193 569
Nombre moyen pondéré d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote en circulation	47 699 244	48 900 259	47 712 338	49 027 497
Incidence des options sur actions dilutives ⁽¹⁾	221 132	259 461	214 941	270 951
Incidence des unités d'actions incitatives dilutives	72 404	75 368	74 166	73 679
Incidence des unités d'actions liées au rendement dilutives	100 316	115 468	102 869	111 584
Nombre moyen pondéré dilué d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote en circulation	48 093 096	49 350 556	48 104 314	49 483 711

(1) Pour le trimestre et le semestre clos le 28 février 2021, 188 030 options sur actions (205 150 en 2020) ont été exclues du calcul du bénéfice par action dilué, étant donné que le prix d'exercice des options sur actions était supérieur à la moyenne du prix des actions subalternes à droit de vote.

11. DETTE À LONG TERME

	28 février 2021	31 août 2020
	\$	\$
Billets, débiteures et facilités de crédit	3 177 770	3 072 511
Obligations locatives	38 059	41 235
Solde à payer relativement à des regroupements d'entreprises	1 600	2 856
Autres	8	—
	3 217 437	3 116 602
Moins : tranche courante	227 051	29 569
	2 990 386	3 087 033

Billets, débentures et facilités de crédit

	Échéance	Taux d'intérêt %	28 février 2021 \$	31 août 2020 \$
Société				
Facilité à terme renouvelable				
Emprunt renouvelable – 142 millions \$ US ⁽¹⁾	Janvier 2025	1,31 ⁽²⁾	180 127	—
Billets garantis de premier rang				
Série A – 25 millions \$ US	Septembre 2024	4,14	31 653	32 538
Série B – 150 millions \$ US	Septembre 2026	4,29	189 806	195 123
Billets garantis de premier rang – 215 millions \$ US	Juin 2025	4,30	272 080	279 687
Débentures garanties de premier rang, série 3	Février 2022	4,93	199 783	199 671
Débentures garanties de premier rang, série 4	Mai 2023	4,18	299 199	299 027
Filiales				
Facilités de crédit de premier rang				
Facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang – 1 618,3 millions \$ US (1 626,8 millions \$ US au 31 août 2020)	Janvier 2025	2,11 ⁽²⁾⁽³⁾	2 005 122	2 066 465
			3 177 770	3 072 511
Moins : tranche courante			221 347	22 171
			2 956 423	3 050 340

- (1) Un montant de 142 millions \$ US prélevé sur la facilité à terme renouvelable de la Société a été couvert jusqu'au 31 mars 2021 au moyen d'une convention de swaps de devises qui fixe le montant remboursable à l'échéance à 179,1 millions \$ et le taux d'intérêt effectif sur l'équivalent en dollars canadiens à 1,3 %.
- (2) Taux d'intérêt sur la dette, incluant l'écart de crédit applicable.
- (3) Au 28 février 2021, une filiale américaine de la Société a conclu des conventions de swaps de taux d'intérêt visant à fixer le taux d'intérêt sur un montant notionnel de 770 millions \$ US au titre de ses emprunts fondés sur le taux LIBOR. Ces conventions ont pour effet de convertir le taux de base variable LIBOR en dollars américains à des taux fixes allant de 2,017 % à 2,262 % pour des échéances variant entre le 31 janvier 2023 et le 30 novembre 2024, en vertu de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang. Compte tenu de ces conventions, le taux d'intérêt effectif de la facilité d'emprunt à terme B garantie de premier rang est de 3,07 %.

12. CAPITAL SOCIAL

A) AUTORISÉ

Nombre illimité :

Actions privilégiées de catégorie A, sans droit de vote, rachetables en tout temps au gré de la Société et du porteur au prix de 1 \$ l'action, à dividende préférentiel cumulatif en espèces au taux de 11 % de leur prix de rachat par année.

Actions privilégiées de catégorie B, sans droit de vote, pouvant être émises en série.

Actions à droits de vote multiples, 10 votes par action.

Actions subalternes à droit de vote, 1 vote par action.

B) ÉMIS ET PAYÉ

	28 février 2021	31 août 2020
	\$	\$
15 691 100 actions à droits de vote multiples	98 346	98 346
31 922 818 actions subalternes à droit de vote (32 231 433 au 31 août 2020)	895 351	902 896
	993 697	1 001 242
75 693 actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives (76 957 au 31 août 2020)	(6 549)	(6 346)
104 544 actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement (115 222 au 31 août 2020)	(9 212)	(9 933)
	977 936	984 963

Au cours du premier semestre de l'exercice 2021, les actions subalternes à droit de vote ont évolué comme suit :

	Nombre d'actions	Montant \$
Solde au 31 août 2020	32 231 433	902 896
Actions émises contre espèces en vertu du régime d'options sur actions	19 985	1 437
Paiement fondé sur des actions comptabilisé précédemment à la réserve au titre de paiements fondés sur des actions pour les options exercées	—	229
Rachat d'actions subalternes à droit de vote à des fins d'annulation ⁽¹⁾	(328 600)	(9 211)
Solde au 28 février 2021	31 922 818	895 351

- (1) Au cours du premier semestre de l'exercice 2021, aux termes de son programme d'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPRCNA »), la Société a racheté et annulé 328 600 actions subalternes à droit de vote (795 500 en 2020), d'une valeur moyenne attribuée de 9,2 millions \$ (22,2 millions \$ en 2020), pour une contrepartie de 36,5 millions \$ (86,5 millions \$ en 2020). L'excédent du prix d'achat sur la valeur moyenne attribuée aux actions a totalisé 27,3 millions \$ (64,3 millions \$ en 2020) et a été imputé aux bénéfices non distribués.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 30 avril 2020, la Société a annoncé que la Bourse de Toronto a accepté le renouvellement de son avis d'intention de procéder à une OPRCNA lui permettant d'acquérir, à des fins d'annulation, jusqu'à 1 809 000 actions subalternes à droit de vote, entre le 4 mai 2020 et le 3 mai 2021. Dans le cadre de son OPRCNA précédente, qui a commencé le 3 mai 2019 et s'est terminée le 2 mai 2020, la Société pouvait acquérir, à des fins d'annulation, jusqu'à 1 869 000 actions subalternes.

La Société a aussi conclu un programme de rachat d'actions automatique (le « PRAA ») avec un courtier désigné pour permettre le rachat d'actions à droit de vote subalternes en vertu de l'OPRCNA à des moments où il ne serait normalement pas permis pour la Société de racheter des actions en raison de restrictions réglementaires ou de périodes de restriction sur les transactions qu'elle s'impose. Ces rachats sont effectués par le courtier en fonction des paramètres établis par la Société avant la période du PRAA préétablie.

Le 2 septembre 2020, Cogeco Communications a cessé de racheter des actions en vertu de l'OPRCNA à la suite d'une proposition non sollicitée visant l'acquisition de la Société. Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2021, Cogeco Communications a repris le rachat d'actions.

Au cours du premier semestre de l'exercice 2021, les transactions relatives aux actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives se sont établies comme suit :

	Nombre d'actions	Montant \$
Solde au 31 août 2020	76 957	6 346
Actions subalternes à droit de vote acquises	24 255	2 311
Actions subalternes à droit de vote distribuées aux employés	(25 519)	(2 108)
Solde au 28 février 2021	75 693	6 549

Au cours du premier semestre de l'exercice 2021, les transactions relatives aux actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement se sont établies comme suit :

	Nombre d'actions	Montant \$
Solde au 31 août 2020	115 222	9 933
Actions subalternes à droit de vote acquises	22 337	2 128
Actions subalternes à droit de vote distribuées aux employés	(33 015)	(2 849)
Solde au 28 février 2021	104 544	9 212

C) DIVIDENDES

Pour le semestre clos le 28 février 2021, des dividendes déterminés trimestriels de 0,64 \$ l'action, pour un total de 1,28 \$ l'action ou 61,0 millions \$, ont été versés aux détenteurs d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote, comparativement à des dividendes déterminés trimestriels de 0,58 \$ l'action, pour un total de 1,16 \$ l'action ou 56,8 millions \$, pour le semestre clos le 29 février 2020.

	Semestres clos les 28 février 2021	29 février 2020
	\$	\$
Dividendes sur actions à droits de vote multiples	20 085	18 202
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote	40 940	38 599
	61 025	56 801

Au cours de sa réunion du 13 avril 2021, le conseil d'administration de Cogeco Communications a déclaré un dividende déterminé trimestriel de 0,64 \$ l'action pour les actions à droits de vote multiples et les actions subalternes à droit de vote, payable le 11 mai 2021 aux actionnaires inscrits en date du 27 avril 2021.

D) RÉGIMES DE PAIEMENT FONDÉ SUR DES ACTIONS

La Société offre à ses employés et à ceux de ses filiales un régime d'achat d'actions, et offre également à ses hauts dirigeants et employés désignés un régime d'options sur actions. Aux termes de ces régimes, un maximum de 10 % des actions subalternes à droit de vote en circulation sont disponibles. De plus, la Société offre un régime d'unités d'actions incitatives et un régime d'unités d'actions liées au rendement à ses hauts dirigeants et employés désignés, et un régime d'unités d'actions différées aux membres du conseil d'administration. Une description détaillée de ces régimes se trouve dans les états financiers consolidés annuels de 2020 de la Société.

En vertu du régime d'options sur actions, les options suivantes ont été attribuées par la Société et étaient en circulation au 28 février 2021 :

	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$
En circulation au 31 août 2020	786 799	78,49
Attribuées	153 425	94,27
Exercées ⁽¹⁾	(19 985)	71,89
Annulées	(32 045)	88,79
En circulation au 28 février 2021	888 194	81,00
Pouvant être exercées au 28 février 2021	414 319	67,55

(1) Pour les options exercées pendant le semestre, le prix moyen pondéré de l'action était de 105,99 \$.

La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours du semestre clos le 28 février 2021 était de 14,74 \$ l'option. La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées a été estimée à la date d'attribution aux fins de la détermination de la charge au titre de paiements fondés sur des actions liée aux options, au moyen du modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes en fonction des hypothèses moyennes pondérées suivantes :

	%
Taux de dividende attendu	2,76
Volatilité attendue	24,79
Taux d'intérêt sans risque	0,42
Durée prévue (en années)	5,9

En vertu du régime d'unités d'actions incitatives, les unités d'actions incitatives suivantes ont été attribuées par la Société et étaient en circulation au 28 février 2021 :

En circulation au 31 août 2020	76 141
Attribuées ⁽¹⁾	24 900
Distribuées	(25 519)
Annulées	(4 397)
En circulation au 28 février 2021	71 125

(1) La juste valeur moyenne pondérée des unités d'actions incitatives attribuées au cours du semestre était de 94,23 \$.

En vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement, les unités d'actions liées au rendement suivantes ont été attribuées par la Société et étaient en circulation au 28 février 2021 :

En circulation au 31 août 2020	112 886
Attribuées ⁽¹⁾	32 325
Distribuées	(33 015)
Annulées	(15 215)
Équivalents de dividendes	1 248
En circulation au 28 février 2021	98 229

(1) La juste valeur moyenne pondérée des unités d'actions liées au rendement attribuées au cours du semestre était de 94,26 \$.

En vertu du régime d'unités d'actions différées, les unités d'actions différées suivantes ont été émises par la Société et étaient en circulation au 28 février 2021 :

En circulation au 31 août 2020	50 958
Émises ⁽¹⁾	8 512
Équivalents de dividendes	672
En circulation au 28 février 2021	60 142

(1) La juste valeur moyenne pondérée des unités d'actions différées émises au cours de la période était de 98,48 \$.

Le tableau suivant présente la charge de rémunération comptabilisée relativement aux régimes de paiement fondé sur des actions de la Société.

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	28 février 2021	29 février 2020	28 février 2021	29 février 2020
	\$	\$	\$	\$
Options sur actions	115	188	383	348
Unités d'actions incitatives	532	547	1 005	868
Unités d'actions liées au rendement	402	474	580	781
Unités d'actions différées	1 068	(60)	856	528
	2 117	1 149	2 824	2 525

13. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Réserve de couverture de flux de trésorerie	Écart de change	Total
	\$	\$	\$
Solde au 31 août 2019	(33 842)	64 870	31 028
Autres éléments du résultat global	(7 225)	9 758	2 533
Solde au 29 février 2020	(41 067)	74 628	33 561
Solde au 31 août 2020	(52 184)	45 067	(7 117)
Autres éléments du résultat global	14 828	(27 704)	(12 876)
Solde au 28 février 2021	(37 356)	17 363	(19 993)

14. INFORMATION SUPPLÉMENTAIRE SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

A) VARIATIONS DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SANS EFFET SUR LA TRÉSORERIE

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	28 février 2021	29 février 2020	28 février 2021	29 février 2020
	\$	\$	\$	\$
Créances clients et autres débiteurs	(17 939)	(8 769)	(20 304)	(11 900)
Charges payées d'avance et autres	1 370	3 342	(10 006)	(9 247)
Autres actifs	(446)	(1 658)	(1 160)	(4 414)
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	(8 000)	12 249	7 060	(51 586)
Provisions	1 406	(4 560)	802	(6 387)
Passifs sur contrat et autres passifs	3 656	4 787	(1 707)	7 712
	(19 953)	5 391	(25 315)	(75 822)

B) TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	28 février 2021	31 août 2020
	\$	\$
Trésorerie	87 456	366 497
Équivalents de trésorerie ⁽¹⁾	178 717	—
	266 173	366 497

(1) Se composent de dépôts bancaires à intérêt élevé.

15. INSTRUMENTS FINANCIERS

A) GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La direction a pour objectif de protéger la Société et ses filiales contre les risques économiques importants et la variabilité des résultats, et contre certains risques financiers, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque de marché, qui sont décrits dans les états financiers consolidés annuels de la Société.

Risque de crédit

La Société est exposée au risque de crédit lié aux instruments financiers dérivés, à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et aux créances clients, dont l'exposition maximale est représentée par leur valeur comptable présentée dans les états consolidés intermédiaires résumés de la situation financière.

La Société atténue le risque de crédit lié aux instruments financiers dérivés en concluant des transactions avec des institutions financières dont la notation est égale ou supérieure à sa propre notation. Au 28 février 2021, la direction est d'avis que ce risque de crédit était minimal, étant donné que la notation la plus faible des contreparties à ces conventions est de « A » selon les services de notation de Standard & Poor's (« S&P »).

Les équivalents de trésorerie comprennent principalement des placements à court terme très liquides comme des fonds de marché monétaire. La Société a déposé la trésorerie et les équivalents de trésorerie auprès d'institutions financières de bonne réputation, et la direction juge ainsi que le risque de perte est négligeable.

Pour réduire le risque de crédit relativement à ses créances clients, la Société assure un suivi constant de la situation financière de ses clients et examine le dossier de crédit et la solvabilité de chaque nouveau client important. La Société dispose de politiques en matière de crédit et a mis en place divers contrôles du crédit, notamment des vérifications de crédit, des avances et une facturation anticipée, et elle a établi des procédures afin de suspendre les services lorsque les clients ont atteint leur limite de crédit ou n'ont pas respecté les modalités de paiement établies. De plus, une grande partie des clients de la Société reçoivent leur facture et paient avant que les services ne soient rendus. La Société est d'avis que sa correction de valeur pour créances douteuses suffit à couvrir le risque de crédit connexe auquel elle est exposée. Puisque la clientèle de la Société est nombreuse et diversifiée et qu'elle est répartie dans ses territoires au Canada et aux États-Unis, la concentration du risque de crédit n'est pas considérable.

Risque de liquidité

Au 28 février 2021, la Société avait utilisé une somme de 180,2 millions \$ en vertu de sa facilité à terme renouvelable de 750 millions \$, pour une disponibilité restante de 569,8 millions \$. De plus, deux filiales liées à Atlantic Broadband bénéficient également d'une facilité renouvelable garantie de premier rang de 190,3 millions \$ (150 millions \$ US), dont une tranche de 3,1 millions \$ (2,4 millions \$ US) avait été utilisée au 28 février 2021 pour une disponibilité restante de 187,2 millions \$ (147,6 millions \$ US).

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt relativement à ses instruments à taux variable. Les fluctuations des taux d'intérêt auront une incidence sur le remboursement de ces instruments. Au 28 février 2021, la totalité de la dette à long terme de la Société portait intérêt à taux fixe, à l'exception des montants prélevés aux termes de la facilité à terme renouvelable et des facilités de crédit de premier rang, lesquels sont assujettis à des taux d'intérêt variables.

Pour réduire le risque lié à ses instruments à taux variable et pour atténuer l'incidence des variations des taux d'intérêt, la filiale américaine de la Société a conclu des conventions de swaps de taux d'intérêt fixe. Le tableau qui suit présente les swaps de taux d'intérêt en cours au 28 février 2021.

Type de couverture	Montant notionnel ⁽¹⁾	Taux d'intérêt reçu	Taux d'intérêt payé	Échéance	Élément couvert
Flux de trésorerie	770 millions \$ US	Taux de base LIBOR en dollars américains	2,017 % à 2,262 %	Janvier 2023 à novembre 2024	Emprunt à terme B garanti de premier rang

(1) Deux tranches totalisant 330 millions \$ US sont arrivées à échéance le 31 janvier 2021.

La sensibilité des charges financières annuelles de la Société à l'égard d'une augmentation de 1 % du taux d'intérêt applicable à la tranche non couverte de ces facilités représenterait une hausse d'approximativement 12,6 millions \$ en fonction de la dette et des conventions de swaps existantes au 28 février 2021.

Risque de change

La Société est exposée au risque de change en raison de l'intérêt lié à ses billets, débentures et facilités de crédit libellés en dollars américains. L'incidence d'une hausse de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain en dollars canadiens ferait augmenter les charges financières annuelles d'approximativement 8,4 millions \$ en fonction de la dette et des conventions de swaps existantes au 28 février 2021.

De plus, l'investissement net de la Société dans sa filiale américaine donne lieu à une exposition au risque de change, en raison de la conversion de l'investissement net dans la monnaie fonctionnelle de la Société. Une tranche de l'investissement net de la Société dans sa filiale américaine est couverte par les billets garantis de premier rang de la Société, libellés en dollars américains, que la Société a désignés comme éléments de couverture de l'investissement net, alors qu'une autre tranche est couverte sur le plan économique par les facilités de crédit de premier rang de sa filiale, libellées en dollars américains.

Le taux de change utilisé pour convertir en dollars canadiens les montants des comptes de l'état consolidé de la situation financière libellés en dollars américains au 28 février 2021 était de 1,2685 \$ pour un dollar américain (1,3042 \$ au 31 août 2020). Une baisse de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain en dollars canadiens ferait baisser les autres éléments du résultat global d'approximativement 93 millions \$.

B) JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La valeur comptable de tous les instruments financiers de la Société correspond approximativement à leur juste valeur, à moins d'indication contraire dans le tableau suivant :

	28 février 2021		31 août 2020	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
	\$	\$	\$	\$
Billets, débentures et facilités de crédit	3 177 770	3 313 353	3 072 511	3 224 816

C) GESTION DU CAPITAL

En matière de gestion du capital, la Société a pour objectif de s'assurer qu'elle dispose de liquidités suffisantes pour combler les besoins de capitaux de ses diverses entreprises, y compris pour saisir les occasions de croissance. La Société gère la structure de son capital et fait des ajustements en fonction de la conjoncture économique générale, des risques inhérents aux actifs sous-jacents et de ses besoins en fonds de roulement. La gestion de la structure du capital comprend l'émission de nouveaux titres d'emprunt, le remboursement des emprunts existants, l'émission ou le rachat de titres de capitaux propres et les distributions aux actionnaires.

La structure du capital de la Société comprend les capitaux propres, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, l'endettement bancaire et la dette à long terme.

Au 28 février 2021 et au 31 août 2020, la Société se conformait à toutes les clauses restrictives et n'était assujettie à aucune autre exigence extérieure en matière de capital.

Le tableau suivant résume certains des principaux ratios servant à assurer le suivi et la gestion de la structure du capital de la Société.

	28 février 2021	31 août 2020
Endettement net ⁽¹⁾ / BAIIA ajusté ⁽²⁾	2,5	2,4
BAIIA ajusté ⁽²⁾ / charges financières ⁽²⁾	8,2	7,5

- (1) L'endettement net se définit comme le total de l'endettement bancaire et du capital de la dette à long terme, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.
- (2) Calcul fondé sur le BAIIA ajusté et sur les charges financières pour la période de douze mois close le 28 février 2021, qui comprend 2,5 mois d'activités de DERYtelecom, et pour l'exercice clos le 31 août 2020. Les charges financières pour l'exercice clos le 31 août 2020 excluent le profit lié à une modification de la dette de 22,9 millions \$, ce qui est conforme au calcul des clauses restrictives.

16. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Cogeco Communications est une filiale de Cogeco, qui détenait 33 % des actions de participation de la Société au 28 février 2021, représentant 83 % des votes liés aux actions à droit de vote de la Société.

Cogeco fournit à la Société des services de direction, d'administration, de planification stratégique, des services financiers et d'autres services en vertu d'une convention de services de gestion (la « convention »). La méthode utilisée pour déterminer les honoraires de gestion se base sur les coûts engagés par Cogeco auxquels vient s'ajouter une marge raisonnable. La convention prévoit une provision pour ajustements futurs à la demande de Cogeco ou de la Société, de temps à autre, sur la durée de la convention. Les honoraires de gestion versés à Cogeco pour le trimestre et le semestre clos le 28 février 2021 se sont chiffrés à 5,9 millions \$ et à 11,7 millions \$, respectivement, comparativement à 5,7 millions \$ et à 11,0 millions \$ pour les périodes correspondantes de l'exercice 2020.

Aucune rémunération directe n'est payable aux hauts dirigeants de Cogeco par la Société. Toutefois, au cours des semestres clos le 28 février 2021 et le 29 février 2020, la Société a attribué des options sur actions et des unités d'actions liées au rendement à ces hauts dirigeants à titre de hauts dirigeants de Cogeco Communications et a émis des unités d'actions différées en faveur des administrateurs du conseil de Cogeco, comme l'illustre le tableau suivant :

	Semestres clos les 28 février 2021	29 février 2020
Options sur actions	69 200	110 875
Unités d'actions liées au rendement	10 375	14 375
Unités d'actions différées	792	1 847

Le tableau qui suit présente les montants que la Société a facturés à Cogeco relativement aux options sur actions, aux unités d'actions incitatives et aux unités d'actions liées au rendement de la Société qu'elle a attribuées à ces hauts dirigeants, et relativement aux unités d'actions différées émises aux administrateurs du conseil de Cogeco.

	Trimestres clos les		Semestres clos les	
	28 février 2021	29 février 2020	28 février 2021	29 février 2020
	\$	\$	\$	\$
Options sur actions	266	261	611	570
Unités d'actions incitatives	—	9	6	22
Unités d'actions liées au rendement	275	385	125	697
Unités d'actions différées	213	11	188	143
	754	666	930	1 432

17. ÉVENTUALITÉS

Décision sur l'établissement des tarifs des services Internet de gros rendue par le CRTC en 2019

Le 15 août 2019, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (le « CRTC ») a rendu une décision et a établi les nouveaux tarifs des services de gros groupés pour les revendeurs Internet, réduisant ainsi de façon significative les tarifs provisoires fixés précédemment en 2016, tout en autorisant l'application rétroactive des nouveaux tarifs. Le 13 septembre 2019, la Société a déposé, conjointement avec d'autres fournisseurs de services de télécommunications (les « fournisseurs de services de télécommunications »), une demande d'autorisation d'appel de la décision du CRTC auprès de la Cour d'appel fédérale (la « CAF ») et de suspendre ses effets dans l'attente d'une décision de la Cour au sujet de la demande d'appel. L'autorisation d'appel et la suspension interlocutoire de l'ordonnance du CRTC ont d'abord été accordées, mais la CAF a finalement rejeté l'appel et levé la suspension le 10 septembre 2020. Le 12 novembre 2020, les fournisseurs de services de télécommunications ont demandé l'autorisation d'interjeter appel de la décision de la CAF auprès de la Cour suprême du Canada. Le 25 février 2021, la Cour suprême du Canada a rejeté la demande d'autorisation d'appel des fournisseurs de services de télécommunications.

Parallèlement, le 13 décembre 2019, les fournisseurs de services de télécommunications ont soumis au CRTC une demande de révision et de modification de la décision du CRTC s'appuyant sur des doutes sérieux quant à la justesse de la méthode d'établissement des tarifs appliquée par le CRTC dans le cadre de sa décision. La demande visait également une suspension de l'ordonnance dans l'attente d'une décision du CRTC. Le 28 septembre 2020, le CRTC a approuvé la demande visant à faire suspendre l'application de l'Ordonnance de télécom 2019-288 sur les tarifs définitifs des services Internet à haute vitesse de gros groupés jusqu'à ce que le CRTC termine son examen de l'ordonnance.

De plus, les fournisseurs de services de télécommunications ont déposé le 13 novembre 2019 une requête auprès du gouverneur en conseil, intimant le Conseil des ministres d'ordonner au CRTC de réexaminer la décision parallèlement à l'examen prévu par le CRTC de son cadre réglementaire en matière de services filaires de gros et conformément à des considérations politiques spécifiques. Le gouverneur en conseil a rendu le 15 août 2020 une ordonnance stipulant que les tarifs établis par le CRTC ne reflétaient pas adéquatement dans tous les cas les objectifs de la politique. Cependant, comme un processus de révision et de modification est en cours devant le CRTC, le gouverneur en conseil a confirmé qu'il serait prématuré que le Conseil des ministres émette de nouvelles directives à l'intention du CRTC.

En raison de la suspension accordée par le CRTC et de la grande incertitude entourant l'issue de cette décision et ses répercussions financières, la Société n'a pas comptabilisé l'incidence des tarifs réduits au 28 février 2021.

18. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Enchères relatives au spectre de la bande de 3 500 MHz

Comme l'a annoncé le gouvernement du Canada, Cogeco Connexion a présenté une demande de participation aux enchères relatives au spectre de la bande de 3 500 MHz. Le 6 avril 2021, la Société a émis une lettre de crédit non garantie à l'intention d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada (« ISDE ») à titre de dépôt financier relativement aux prochaines enchères relatives au spectre de la bande de 3 500 MHz. En vertu des règles de participation des soumissionnaires publiées par l'ISDE, il est interdit à la Société de dévoiler le montant de sa lettre de crédit émise, car ce montant pourrait être interprété comme la manifestation des intentions de la Société en matière de soumission. Les enchères devraient commencer le 15 juin 2021.

Accélération de l'expansion du réseau Internet haute vitesse de Cogeco Connexion au Québec en collaboration avec les gouvernements provincial et fédéral

Le 22 mars 2021, Cogeco Communications a annoncé que Cogeco Connexion réalisera 13 projets d'expansion de son réseau Internet haute vitesse dans plusieurs régions du Québec, en collaboration avec les gouvernements provincial et fédéral. Ces projets d'infrastructure en régions représentent un investissement d'environ 240 millions \$, dont une tranche de 208 millions \$ proviendra des gouvernements provincial et fédéral, sous forme de subventions gouvernementales.

Au terme de la réalisation de ces projets, c'est plus de 54 000 foyers et entreprises qui seront connectés aux services Internet haute vitesse de Cogeco Connexion, dont 35 880 résidences principales identifiées par le gouvernement du Québec dans le cadre de l'Opération haute vitesse. Ces projets d'investissement dans l'infrastructure numérique devraient être achevés d'ici septembre 2022. Le 26 mars 2021, Cogeco Connexion a reçu une tranche de 187,5 millions \$ du montant des subventions gouvernementales prévues de 208 millions \$, qui servira à payer une partie des 13 projets d'expansion du réseau Internet haute vitesse. Le montant des subventions peut varier en fonction de l'étendue et des coûts réels des travaux de construction. Les projets sont également assujettis à des pénalités, sauf dans le cas d'événements qui sont indépendants de la volonté de Cogeco Connexion, s'ils sont achevés au-delà de septembre 2022.

STATISTIQUES SUR LES UNITÉS DE SERVICE PRIMAIRE

	28 février 2021	30 novembre 2020	31 août 2020	31 mai 2020	29 février 2020
DONNÉES CONSOLIDÉES					
Unités de service primaire	2 982 402	2 763 466	2 757 631	2 739 903	2 719 347
Clients du service Internet	1 416 325	1 319 869	1 304 228	1 281 762	1 253 183
Clients du service de vidéo	1 001 077	930 684	936 636	939 453	945 085
Clients du service de téléphonie	565 000	512 913	516 767	518 688	521 079
CANADA					
Unités de service primaire	2 010 049	1 790 783	1 799 706	1 802 631	1 812 140
Clients du service Internet	905 321	815 248	812 016	803 073	795 950
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	45,8 %	45,8 %	45,7 %	45,3 %	44,9 %
Clients du service de vidéo	687 486	612 297	619 249	627 608	638 833
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	34,8 %	34,4 %	34,9 %	35,4 %	36,1 %
Clients du service de téléphonie	417 242	363 238	368 441	371 950	377 357
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	21,1 %	20,4 %	20,7 %	21,0 %	21,3 %
ÉTATS-UNIS					
Unités de service primaire	972 353	972 683	957 925	937 272	907 207
Clients du service Internet	511 004	504 621	492 212	478 689	457 233
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	55,0 %	54,4 %	53,3 %	52,2 %	51,8 %
Clients du service de vidéo	313 591	318 387	317 387	311 845	306 252
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	33,7 %	34,3 %	34,4 %	34,0 %	34,7 %
Clients du service de téléphonie	147 758	149 675	148 326	146 738	143 722
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	15,9 %	16,1 %	16,1 %	16,0 %	16,3 %